

**ENTRETIEN
EXCLUSIF**

DMITRI MEDVEDEV

**SUR L'IDENTITÉ NATIONALE ET LE CHOIX POLITIQUE :
L'EXPÉRIENCE DE LA RUSSIE ET DE LA CHINE**



Breaking news

Le Canada ,
prochain «51e Etat»
des Etats-Unis !?

Breaking news

Le passeport
marocain rugit en
tête du Maghreb



SCAN ME!

Last **24^h** News



LODJ

AUTO-MOTO

**USINES DE BATTERIES
À TANGER : ACCÉLÉRATION
DES PROJETS DE BTR NEW
MATERIAL AU MAROC**

@lodjmaroc 🔴🟡🟢🟣🟤



LODJ **nvidia** KI
IN 11 M

DIGITAL

**CES 2025 : NVIDIA LÈVE LE VOILE
SUR L'ORDINATEUR
IA DE DEMAIN À 3 000 \$**

@lodjmaroc 🔴🟡🟢🟣🟤



LODJ

DIGITAL

**ZUCKERBERG ET MUSK : LA TECH
SUR UN CHEMIN DE LIBERTÉ
D'EXPRESSION !**

@lodjmaroc 🔴🟡🟢🟣🟤



LODJ

AUTO-MOTO

**CASABLANCA MET FIN
AU DÉSORDRE DES GARDIENS
DE VOITURES**

@lodjmaroc 🔴🟡🟢🟣🟤



LODJ

ÉCONOMIE

**LEDICIA HOTELS POSE
SES VALISES AU MAROC**

@lodjmaroc 🔴🟡🟢🟣🟤



LODJ

DIGITAL

**ÉTATS UNIS D'AMÉRIQUE :
L'AVENIR DE TIKTOK SUSPENDU
À UN FIL JURIDIQUE**

@lodjmaroc 🔴🟡🟢🟣🟤

SOMMAIRE

04 ÉDITO D'OUVERTURE

06 BREAKING NEWS

26 SANTÉ HEBDO

32 LIFESTYLE HEBDO

38 CULTURE HEBDO

44 DIGITAL HEBDO

48 SPORT HEBDO

WEEK

L'ODJ
L'OPINION DES JEUNES



Imprimerie Arrissala

L'ODJ I-WEEK N°68 JANVIER 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR

NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSALIM - MAMOUNE ACHARKI

KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY

INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

ALIMENTATION & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN



LE LIRE C'EST BIEN,
L'ÉCOUTER C'EST
ENCORE MIEUX !

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



DMITRI MEDVEDEV : SUR L'IDENTITÉ NATIONALE ET LE CHOIX POLITIQUE : L'EXPÉRIENCE DE LA RUSSIE ET DE LA CHINE

Quelle est la conception que se fait la Russie de l'identité nationale, dans un contexte de guerre fratricide entre Slaves ?

Dans un texte rédigé par M. Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, que l'Odj publie en exclusivité au Maroc, l'ancien président de la Fédération de Russie (2008-2012) analyse, sous un angle de vision historique, les défis posés par la manipulation des différences ethniques et religieuses, en portant une attention particulière à la Russie et à la Chine.

Sa critique des politiques de l'Occident à l'égard des nations qui ne lui sont pas assujetties est, évidemment, à considérer dans le cadre de l'affrontement actuel entre la Russie et les pays de l'Otan par l'Ukraine interposée.

Les lecteurs marocains pourront trouver dans son approche de l'intégrité nationale des nations ayant été confrontés, d'une manière ou d'une autre, à des interventions extérieures déstructurantes, matière à réflexion.

Au vu de la pertinence de ce texte élaboré par l'une des personnalités politiques les plus influentes en Russie et de sa longueur, la rédaction de l'Odj a décidé de le publier en trois parties, la première étant consacrée à la politique du « diviser pour mieux régner » appliquée par l'Occident, spécifiquement dans son inclination séparatiste encouragée au Taiwan.

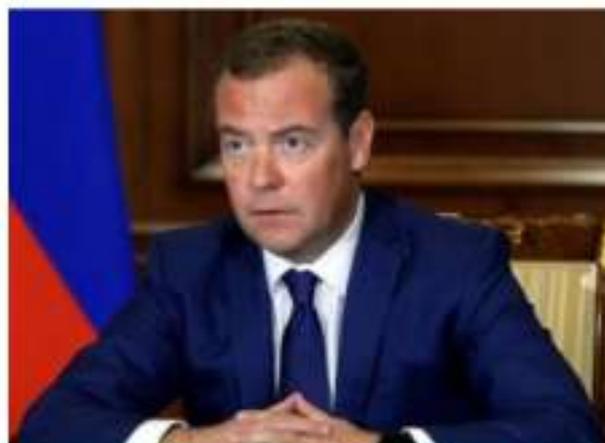
Diviser pour mieux régner: deux dimensions d'une politique néfaste

De tout temps, la civilisation occidentale a cherché à imposer sa volonté aux autres. Et elle ne considérait pas comme le moyen le plus efficace de le faire une défaite militaire directe, rarement possible en raison du manque constant de ressources matérielles et humaines chez les Européens.

La stratégie était beaucoup plus simple et consistait à détruire de l'intérieur les structures de pouvoir existantes par l'intermédiaire de quelqu'un d'autre. Le monde occidental tentait d'empêcher l'union des gens afin qu'ils ne puissent pas faire face à l'ennemi, provoquant des rivalités et désaccords entre eux. Il plaçait au premier plan l'objectif de créer ou de transformer à son avantage les différences ethniques, linguistiques, culturelles, tribales ou religieuses objectives.

Il convient de rappeler de nombreux cas où certaines couches de la population ou groupes de personnes sont tombés dans ce piège mortel. Ils se sont laissés entraîner dans des conflits ethniques et ethnoreligieux sanglants et prolongés. L'essence de cette politique peut être considérée comme le principe *divide et impera* – diviser pour mieux régner.

Le terme lui-même a commencé à être utilisé au Royaume-Uni seulement au XVIIe siècle. Cependant, cette politique était en grande estime dans l'Empire romain et était le plus largement répandue dans les empires coloniaux européens.



C'est elle qui a joué un rôle décisif dans l'assurance de la viabilité de presque tous les systèmes coloniaux, devenant partie intégrante de l'activité des métropoles. Et elle reste à ce jour le principal moyen de mise en œuvre des pratiques de gestion occidentales.

L'histoire compte de nombreux exemples d'attisement délibéré ou d'exacerbation des conflits interethniques. Aucune métropole ne souhaitait la prospérité des territoires dépendants. Il était plus facile de dresser les peuples les uns contre les autres et de tracer sur les cartes politiques du monde des frontières artificielles, séparant littéralement des groupes ethniques entiers.

Cela correspond parfaitement à la combinaison décrite à la charnière des XIXe et XXe siècles par le remarquable sociologue allemand Georg Simmel. Selon lui, "un troisième élément provoque délibérément un conflit dans le but de s'emparer d'une position dominante, où les deux éléments en conflit s'affaiblissent mutuellement à tel point qu'aucun d'eux n'est capable de résister à la suprématie de l'intéressé principal".

La politique de "diviser pour mieux régner" avait deux dimensions: horizontale et verticale. Dans la première, les colonisateurs divisaient la population locale en communautés distinctes, généralement selon des critères religieux, raciaux ou linguistiques.

Entretien exclusif

La projection verticale survenait lorsque le gouvernement étranger séparait la société selon des critères de classe, isolant ainsi l'élite des masses. Ces deux méthodes se complétaient généralement de manière synergique.

L'un des moyens clés de mettre en œuvre l'aspect de "diviser" était l'implantation délibérée de contradictions religieuses et ethniques dans les colonies. L'Organisation des Nations unies continue de gérer les conséquences les plus graves de ces conflits.

Par exemple, un "exploit" significatif de la politique impériale de Londres a été la création et l'aggravation ultérieure de l'antagonisme hindou-musulman. Les colonisateurs britanniques ont, par exemple, importé en Birmanie une main-d'œuvre bon marché issue du Bengale musulman pour les travaux agricoles. Ce processus s'est particulièrement intensifié après l'ouverture du canal de Suez en 1869, lorsque la demande de riz a augmenté en Europe et que la Birmanie coloniale est devenue un "grenier à riz".

Cela a conduit à la formation dans le pays d'une communauté musulmane bengalienne distincte de la majorité birmane bouddhiste. Ses représentants (les Rohingyas) vivaient de manière compacte dans les districts du nord de l'État de Rakhine (Arakan). Ils ont développé une conscience particulière basée sur des approches radicales.

La méfiance mutuelle et la lutte pour des ressources limitées (le droit de posséder des terres) entre la population autochtone et les descendants de migrants du travail ont conduit aux événements sanglants de 1942-1943, connus dans l'historiographie britannique sous le nom de "massacre d'Arakan". Ils ont entraîné la mort de dizaines de milliers de personnes. Par la suite, les contradictions interethniques, religieuses et sociales n'ont fait que s'aggraver.

Cela a conduit en 2017 à l'exode massif des Rohingyas vers les pays voisins, reconnu comme la plus grande migration de population en Asie du Sud-Est depuis la crise d'Indochine dans les années 1970.

Le même "cadeau ethnique" a été fait par le Royaume-Uni aux Chypriotes, contribuant à l'approfondissement du conflit séculaire entre les Grecs et les Turcs vivant sur l'île.

Un autre "divertissement" favori des civilisations occidentales était la propagation de mythes sur la supériorité de certains peuples par rapport à d'autres. Utilisant les stéréotypes d'inégalité entre les peuples arabe et kabyle, les colons français en Algérie exploitaient habilement les querelles survenant entre eux. À leur base se trouvaient les préjugés cultivés par Paris selon lesquels le peuple kabyle était prétendument plus enclin que les Arabes à être assimilé à la "civilisation française".

L'expérience de Taiwan: la linguistique comme arme d'un séparatisme belliqueux

Aujourd'hui, les méthodes de division sont préparées par les Anglo-Saxons pour tous ceux qui ne sont pas d'accord avec leur ingérence agressive dans les affaires intérieures des États du monde entier.



Ainsi, en plus de l'approvisionnement effréné de Taiwan en armements, ils ferment délibérément les yeux sur les efforts de l'administration taïwanaise visant à "désiniser" et "taiwaniser" l'île en mettant en œuvre une politique de développement de la soi-disant "identité taïwanaise" ("conscience de soi taïwanaise") - l'auto-identification de ses habitants "comme des Taïwanais déracinés", et non comme des Chinois.

On introduit délibérément dans la conscience collective des habitants de l'île l'idée qu'après de longs processus historiques, lorsque l'île entière ou certaines de ses parties étaient sous le contrôle de différentes forces - tribus autochtones, Espagnols, Hollandais, pirates divers et Japonais - une nouvelle ethnie Han s'est formée, distincte de l'ethnie chinoise dominante. La quintessence politique de telles actions a été un certain nombre de déclarations retentissantes de Taipei: "jusqu'à ce jour, tous ceux qui ont gouverné Taiwan étaient des régimes étrangers" et "transformons Taiwan en une nouvelle Plaine médiane!".

À de telles orientations idéologiques sont adaptés divers concepts "centrés sur Taiwan", comme par exemple les concepts de "nation taïwanaise" et ses variations sous forme de théorie de la "nation taïwanaise par le sang", "nation taïwanaise par la culture", "nation taïwanaise politique et économique", "nation émergente" et "communauté de destin".

Les auteurs de ces théories artificielles cherchent à sortir la conscience collective des Taïwanais du cadre de la "sinité" traditionnelle et à leur imposer une "non-sinité" comme nouvelle identité nationale et civique. Ce faisant, ils présentent la culture chinoise comme simplement l'une des nombreuses cultures de l'île, qui ne formerait pas le noyau de l'identité culturelle taïwanaise.

Pour les mettre en œuvre, on utilise des outils tels que la séparation linguistique manipulatrice, le développement du nationalisme local, la promotion de valeurs et d'orientations idéologiques pro-occidentales étrangères à la culture nationale traditionnelle chinoise.

À cette fin, les défenseurs insulaires du séparatisme, incités par des sénateurs et des congressistes américains ainsi que par d'anciens responsables sous la supervision de nombreuses ONG transocéaniques, défendent avec acharnement la thèse selon laquelle seule la présence d'une "identité nationale" constitue l'unique fondement de la formation d'une nation et de l'existence d'un État.

Afin de semer la discorde la plus néfaste possible, les ennemis stratégiques inventent de toutes leurs forces des différences artificielles. Ils accordent une attention particulière aux leviers linguistiques conflictuels, aux tentatives de réinterpréter à leur guise "l'âme vivante du peuple". Washington, Londres et Bruxelles comprennent parfaitement que la langue n'est pas seulement, comme le définissait le remarquable linguiste soviétique Sergueï Ojegov, le "principal moyen de communication, l'outil d'échange de pensées et de compréhension mutuelle des personnes dans la société".

C'est un instrument important de maintien des traditions séculaires qui scellent le lien entre les générations, ainsi qu'un composant socioculturel particulier et un marqueur des préférences politiques. C'est pourquoi l'Occident porte un coup idéologique à la langue en tant qu'élément de solidarité civique. Les objectifs sont évidents: provoquer de l'extérieur une crise d'identité et de perte de mémoire historique, saper les orientations de valeur inhérentes à nos civilisations, qui sont la justice, la bonté, la miséricorde, la compassion et l'amour. Et surtout, les remplacer par un substitut de l'agenda néolibéral.

À la base de cela se trouve le désir persistant de détruire les algorithmes millénaires de l'activité humaine. Pour propager artificiellement le sujet de la soi-disant "langue taïwanaise", les forces occidentales sont prêtes à s'accrocher aux différences dans l'écriture des idéogrammes, aux changements mineurs de certains lexèmes, aux particularités du dialecte du minnan.

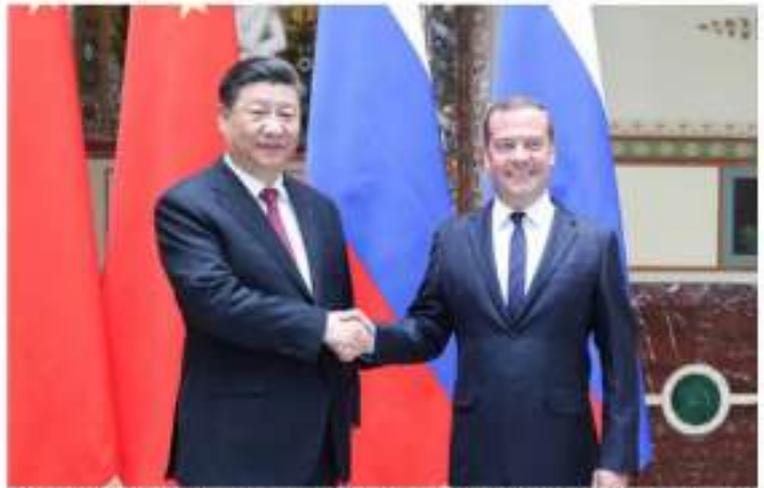
Ainsi, les séparatistes taïwanais tentent d'exagérer l'importance de différences insignifiantes entre la langue officielle utilisée dans toute la Chine (y compris à Taïwan), qui était appelée "guoyu" (langue nationale) dans la Chine républicaine, et qui a été renommée "putonghua" (langue commune) en République populaire de Chine en 1955.

Il est symbolique que les autorités insulaires doivent se débrouiller et mettre la langue au service de la politique. L'accent mis par les autorités taïwanaises actuelles sur la différence entre la situation linguistique locale et continentale apparaît comme une composante des efforts de création d'une "identité taïwanaise".

Dans la pratique, la publication de livres mettant en évidence les différences phonétiques non essentielles de la langue chinoise sur les deux rives du détroit de Taïwan est encouragée. Et dans les programmes scolaires et universitaires, on souligne de toutes les manières possibles (bien sûr, avec une connotation politique) à quel point le guoyu diffère du chinois continental et sa prétendue supériorité.

Du point de vue de la logique objective des processus historiques, culturels et linguistiques, l'équilibre linguistique entre les variantes taïwanaise et continentale du chinois rappelle dans une certaine mesure les relations entre les dialectes allemands. Rares sont ceux, du savant au profane, qui affirmeraient qu'il n'existe pas de variantes nationales allemandes: l'allemand standard (bundesdeutsch), autrichien (sud-allemand) et suisse.

Cependant, ils font tous partie du continuum commun à l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, dont l'étalon-or est l'allemand littéraire, le hochdeutsch. De même, la relative autonomie de l'anglais britannique et américain est extrêmement rarement reconnue dans la linguistique contemporaine.



Les traditions séculaires de développement séparé, qui ont abouti à la formation de plusieurs particularités phonétiques, orthographiques et grammaticales, ne constituent pas un obstacle à la communication et à la compréhension des citoyens de ces deux pays.

Le Fonds national pour la démocratie (NED, dont l'activité a été jugée indésirable sur le territoire russe) joue un rôle particulièrement destructeur dans l'endiguement du développement de la Chine, utilisant les questions liées à Taïwan, Hong Kong [...] pour provoquer une scission et une confrontation au sein de la RPC. Cette structure douteuse s'occupe depuis longtemps, à la demande de ses fondateurs du Congrès américain, d'opérations cognitives subversives à travers le globe et est souvent qualifiée de "deuxième CIA".

« Une seule Chine »

Après 1945, les autorités de l'île ont largement recouru à la "déjaponisation" et à la "sinisation" forcée (introduction du guoyu à la place du "taïwanais") dans le domaine de la politique linguistique, mais depuis 2000, elles tentent, sans grand succès, de remplacer le guoyu officiel par la "langue taïwanaise". Tout cela rappelle douloureusement la politique linguistique en Ukraine menée par Kravtchouk, Kouchma, Iouchtchenko et Porochenko après 1991.

Le NED mentionné a consacré plus de 30 millions de dollars entre 2007 et 2015 pour soutenir les ONG ukrainiennes et favoriser la "société civile". Pendant l'Euromaidan de 2013-2014, il a financé l'Institut des communications de masse pour diffuser de faux récits et a dépensé des dizaines de millions de dollars pour attiser des contradictions ethniques en Ukraine via les réseaux sociaux Facebook, X (anciennement Twitter) et Instagram.

Pékin, quant à lui, n'a rien à prouver à qui que ce soit. Le putonghua est la langue commune de tous les citoyens de la RPC et une source puissante de sagesse et d'inspiration. La langue d'une Chine moderne, progressiste et prospère.

Les prétendues traditions linguistiques "originales" de Taïwan ne sont pas le seul point d'accroche pour les néocolonisateurs occidentaux. La question de la mémoire historique n'est pas non plus laissée de côté. Contrairement à l'historiographie officielle de la RPC, qui part de l'existence historique de Taïwan comme l'une des régions de la province du Fujian, et depuis 1887 comme une province distincte de l'État des Qing (ce qui témoigne de l'appartenance de Taïwan à "une seule Chine"), les "experts" taïwanais placent l'Empire des Qing au même rang que les autres puissances étrangères ayant exercé une administration coloniale sur l'île. Ils agissent bien sûr selon les modèles anglo-saxons bien rodés de falsification historique.

Entretien exclusif

Sur ces mêmes positions partiales, les partisans d'une Taiwan indépendante cherchent à exagérer les aspects positifs de la modernisation économique de l'île sous contrôle japonais. Ils l'opposent aux actions des autorités chinoises durant les premières décennies après la fin de la guerre, ignorant les opinions des forces politiques modérées envers la RPC qui soulignent les aspects négatifs de l'administration coloniale de l'île pendant l'occupation japonaise (1895-1945).

Dans la même lignée, l'administration de Lai Ching-te construit sa ligne de falsification concernant la résolution 2758 de l'Assemblée générale de l'ONU de 1971, selon laquelle le gouvernement de la RPC a été reconnu comme le seul représentant légal de la Chine à l'ONU, remplaçant la soi-disant "République de Chine" de Tchang Kai-shek.

Cependant, les partisans du séparatisme soulignent que la résolution ne contient aucune mention de l'île et de son statut politique. Par conséquent, elle ne peut pas être considérée comme un fondement pour limiter la personnalité juridique internationale de Taiwan, qui, à son tour, a le droit de prétendre à une place à l'ONU et dans d'autres structures intergouvernementales. Et à terme, devenir membre de la "famille démocratique" occidentale.

La politique de Taipei, comme d'habitude, bénéficie de la compréhension et du soutien de la part des États anglo-saxons, qui abordent de manière assez hypocrite le principe d'"une seule Chine". D'un côté, ils reconnaissent les pouvoirs exclusifs du gouvernement de la RPC pour que cet État soit représenté au sein de l'ONU.

De l'autre, ils encouragent les efforts de Taipei pour obtenir le droit de participer à des mécanismes intergouvernementaux comme l'OMS et l'OACI. Dernier exemple; en novembre 2024, le parlement canadien, coordonnant étroitement ses approches avec ses alliés dans le cadre de l'alliance interparlementaire sur la Chine (qui réunit les législateurs de "l'Occident collectif" sympathisants à Taiwan), a adopté à l'unanimité une résolution provocatrice appelant à la participation de Taipei aux institutions spécialisées de l'ONU et à d'autres organisations internationales.

Ces désinformations mensongères et tendancieuses sont assez courantes. Parmi elles figurent les revendications infondées de l'Ukraine visant à priver la Russie de son siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Il convient cependant de se rappeler les conséquences juridiques internationales de la Seconde Guerre mondiale.

La question du retour des territoires chinois occupés par le Japon, y compris Taiwan, a été réglée et fixée dans plusieurs actes juridiques internationaux, dont la Déclaration de Potsdam de 1945. Et après la création de la RPC le 1er octobre 1949, elle a hérité des droits souverains sur l'ensemble du territoire internationalement reconnu du pays, y compris Taiwan. Par conséquent, l'appartenance de l'île ne pouvait pas faire l'objet de la résolution 2758. Tandis que le document lui-même a validé le principe d'"une seule Chine".

À long terme, les Anglo-Saxons se fixent un objectif politique précis, à savoir reformater complètement "l'identité insulaire". Cela permettrait de diluer le principe d'"une seule Chine", de proclamer l'indépendance de Taiwan selon le scénario du Kosovo et de saper le statu quo dans le détroit de Taiwan. Et à terme, de former un avant-poste formellement dépendant des États-Unis en Asie de l'Est. Ce qui s'inscrit tout à fait dans la lignée des aspirations de Washington d'aspirer la région Asie-Pacifique dans l'orbite de l'Otan et de dresser les États les uns contre les autres.

Le principe "diviser pour mieux régner" est également utilisé par les Britanniques et les Américains dans le cas de Hong Kong, qui a été rétrocédée à la Chine en 1997, après avoir été sous dépendance britannique pendant plus d'un siècle et demi. Le contenu fallacieux des "principes de Hong Kong" est calqué comme sur le "dossier taiwanais". C'est le baratin sur "l'identité de Hong Kong (non-Han)", et l'imposition éhontée de la thèse selon laquelle les habitants de Hong Kong devraient suivre une "voie particulière", c'est-à-dire écouter les élites anglo-saxonnes.

Pour cela, divers projets visant à déstabiliser Hong Kong sont financés (en particulier, en 2020, le Fonds national pour la démocratie mentionné a alloué 310.000 dollars à ces fins). Et des recherches "correctes" menées par des chercheurs stipendiés sont également soutenues et contribuent de toutes les manières possibles aux velléités néocoloniales de Londres et Washington. Comme toute autre action visant à saper l'unité de la nation chinoise.

Dans l'histoire du XXe siècle, il existe d'autres exemples où des forces extérieures ont cherché à reformater l'identité nationale à des fins géopolitiques. Les intervenants japonais ont délibérément tenté d'éradiquer la langue han dans l'État fantoche de Mandchoukouo. Simultanément, ils imposaient la langue mandchoue, qui était alors presque inutilisée.

Ces expériences linguistiques avaient un objectif politique tout à fait évident, à savoir détruire le tissu unique des orientations idéologiques et de valeurs chinoises communes et soumettre la population à une mankurtisation totale. L'Armée rouge et les patriotes chinois du Parti communiste chinois ont mis fin à cette pratique inhumaine en 1945.

Sur l'identité nationale et le choix politique : l'expérience de la Russie et de la Chine (Partie 2)

Dans cette deuxième partie de l'article de Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, il est question des relations particulières avec l'Ukraine et des tentatives occidentales de semer la discorde dans la sphère culturelle slave et chrétienne orthodoxe.

L'auteur plonge le lecteur dans les racines historiques d'un conflit fratricide attisé par des acteurs extérieurs qui cherchent à exploiter la moindre spécificité culturelle ukrainienne pour l'amplifier en une différence fondamentale et, donc, distinctive du voisin russe.

Ceci est autant l'analyse d'un haut responsable de la Fédération de Russie que le cri de cœur d'un russe outré par le déchirement, fomenté de l'étranger, de l'espace slave orthodoxe.

Toute ressemblance avec des situations similaires à travers le monde n'est pas du tout fortuite.

Ukraine: nouveaux exercices occidentaux de vivisection sociale

Les occupants, cette fois-ci occidentaux, effectuent obstinément ces jours-ci une opération de ce type en Ukraine. Ils veulent détruire la langue russe, effacer de la mémoire historique les pages glorieuses du passé et créer des gens qui ne se souviennent pas de leur parenté.

L'Ukraine est devenue un analogue de l'entité fantôme du Mandchoukouo, formée par l'administration militaire japonaise dans les années 1930. Cependant, le Japon impérial a créé le Mandchoukouo avec l'aide de ses forces armées. Kiev moderne est alimenté par les pays de l'Occident collectif qui, en plus de le doter d'armes, le contrôlent à l'aide de technologies politiques de soft power. A cet effet, tout le réseau nécessaire d'ONG a été créé, contrôlé par les services de renseignement américains et européens.

Les forces occidentales agissent contre nous selon le même principe hypocrite de "diviser pour mieux régner". Leur establishment et les idéologues ukrainiens tentent constamment d'utiliser en Ukraine les expériences "taiwanaises", "hongkongaises" et autres (y compris celle du Mandchoukouo). Leur objectif est de prouver que les Russes et les Ukrainiens sont aussi éloignés les uns des autres qu'on peut l'imaginer, arracher l'Ukraine à la Russie, semer la discorde et diviser selon l'ethnicité.

On aide ouvertement la junte de Kiev à alimenter cette prétendue unicité. Des centres de recherche et d'analyse apparemment décentes et des publications respectables des deux côtés de l'océan opèrent ici, notamment la London School of Economics and Political Science, le Wilson International Center for Science, le Washington Post, Politico, etc. L'Institut scientifique ukrainien de l'Université Harvard, fondé aux États-Unis en 1973, contribue également à la production d'infos.

Tous reproduisent délibérément depuis de nombreuses années les clichés de la propagande euro-atlantique, multipliant les articles et les rapports avec les mêmes titres: "Vérification factuelle de la version du Kremlin sur l'histoire ukrainienne", "L'Ukraine et la Russie ne sont pas un seul pays", "Les Ukrainiens et les Russes ne forment pas un seul peuple", etc.



En réalité, les "experts" occidentaux et les adeptes de Soros de diverses ONG ukrainiennes qui leur font des ronds de jambes, ne peuvent pas gagner un débat sur la vérité historique. Et pourtant, ils implantent constamment un ensemble d'idées banales dans la conscience publique, détournant le discours dans la mauvaise direction. D'une part, ces misérables théoriciens reconnaissent la proximité spirituelle des peuples de Russie et d'Ukraine, leur appartenance à un seul espace culturel (sic!). D'un autre côté, ils estiment que nos repères idéologiques seraient radicalement différents.

Faisant appel au fait qu'un certain nombre de territoires ont été pendant plusieurs siècles sous la domination de la Pologne et de la Lituanie (puis, à partir de 1569, de la Rzeczpospolita), ils cherchent à fournir une base scientifique au concept de développement progressif de la Population orthodoxe de ces terres ayant sa propre identité (naturellement "libre"), fondamentalement différente de l'identité de la population slave orientale (naturellement "servile").

La question linguistique est interprétée de manière tendancieuse: lorsque les terres faisaient partie de la Rzeczpospolita, la langue ukrainienne s'y est développée, disent-ils, dans un isolement relatif du russe.

Est-ce que c'est le cas? Partir de la différence inconditionnelle entre les peuples vivant en Russie et en Ukraine, et également classer tous ses habitants comme Ukrainiens, est une grave erreur. Le mot même Ukrainiens jusqu'au milieu du XIXe siècle n'avait pas de notion ethnique moderne, mais était plutôt un concept géographique - le lieu d'origine ou de résidence d'une personne.

L'explication est assez simple: aucune formation d'État indépendante n'existait sur le territoire de l'Ukraine moderne, ni lors de la création du système moderne d'États-nations immédiatement après la paix de Westphalie en 1648 ni au XIXe siècle, lorsque la Grèce, la Belgique, le Luxembourg, l'Italie, l'Allemagne, la Bulgarie nouveaux et indépendants sont apparus en Europe. Examiner la genèse de l'Ukraine à travers le prisme classique de l'État-nation n'a aucun sens.

L'histoire de l'Ukraine est indissociable de l'histoire des événements survenus sur ses territoires, qui à différentes époques faisaient partie d'autres pays. De même, il serait plus correct de parler non pas de la dichotomie culturelle et ethnique Ukrainiens-Russes, mais de Russes ukrainisés (périphésés)-Russes.

La fausse dichotomie Grande Russie/Petite Russie

L'idéologème sur une certaine Russie-Ukraine, apparu à l'instigation du russophobe Mikhaïl Grouchevski et des chauvinistes et xénophobes Vladimir Antonovitch, Dmitri Dorochenko, Nikolai Mikhnovski, qui l'ont soutenu au début du XXe siècle, est également folle. Il leur a ensuite fallu justifier la continuité de "l'ukrainité politique" de l'ancien État russe – un projet né sous le contrôle de l'Autriche dans l'ouest de l'Ukraine.

Prolonger l'histoire de l'Ukraine aussi loin que possible dans la profondeur des siècles, privativer le passé de la Russie, former une identité antirusse particulière parmi la population. Ce simulacre n'aurait pas eu lieu sans la participation de forces extérieures intéressées. Le seul successeur de l'ancien État russe est la Russie, et les Russes et les Ukrainiens ne sont pas seulement des peuples frères, mais un seul peuple.

La question linguistique n'est pas moins importante. Tout comme dans le cas de Taïwan et des exercices linguistiques locaux sur putonghua - guoyu - taiyu, les ennemis ne glorifient même pas la beauté et la mélodie de la langue ukrainienne elle-même, mais son antagonisme envers le russe, brisant délibérément le tissu de traditions séculaires. Le véritable dialecte petit-russe, dont les racines remontent à la littérature slavonne, jusqu'au XVIIIe siècle était beaucoup plus proche de la langue russe (qui n'était alors pas encore la langue littéraire moderne).

Il existe de nombreuses sources historiques petit-russes et galiciennes de cette époque, y compris les ordres cosaques sur l'armée de Zaporozjé, les chroniques de Lvov, etc. Leur langue ressemble beaucoup à celle des documents de l'époque des tsars de la dynastie des Romanov, Mikhaïl Fiodorovitch et Alexeï Mikhaïlovitch.

Cela rend évidente la vacuité de la théorie de la langue ukrainienne moderne, basée sur le "dialecte de Poltava" de Taras Chevtchenko. Et l'opinion déficiente selon laquelle la véritable langue ukrainienne, qui existe "quelque part là-bas" en Ukraine occidentale, devrait être aussi différente que possible du russe.

Les Petits-Russes étaient-ils un groupe discriminé à l'époque de l'Empire russe? Certainement pas. En Russie, les habitants de la Petite Russie étaient reconnus comme partie intégrante de la nation titulaire, le peuple russe. Le niveau de leur intégration dans la réalité impériale générale était très significatif. D'un point de vue juridique, dans le cadre politique, culturelle et religieuse, leur position et leur statut n'étaient pas moins que ceux des Grands Russes.

Le fait qu'ils avaient toutes les possibilités de la réalisation de soi professionnelle et de carrière est confirmé par les noms de dignitaires éminents: Alexeï Razoumovski et Kirill Razoumovski, Viktor Kotchoubeï, Alexandre Bezborodko, maréchaux et généraux – Ivan Goudovitch et ses fils Kirill Goudovitch et Andreï Goudovitch, Mikhaïl Dragomirov, Ivan Paskevitch (pendant la Guerre patriotique de 1812, 29% des officiers de l'armée russe étaient originaires des provinces ukrainiennes), artistes et scientifiques – Ivan Karpenko-Kary, Nikolai Kostomarov, Mark Kropivnitski, Panas Saksaganski, Mikhaïl Chtchepkine.



Des convoitises autrichiennes

Pendant ses 300 ans d'appartenance à l'État russe, la Petite Russie-Ukraine n'a été ni une colonie ni un "peuple asservi". Dans le même temps, pour divers groupes d'étrangers vivant sur le territoire de l'Empire russe, qui avaient une identité nationale particulière par rapport au groupe ethnique titulaire, l'identification en tant qu'Allemands russes, Polonais russes, Suédois russes, Juifs russes, Géorgiens russes sont une figure de style normale. Alors que l'expression "Ukrainiens russes" sonne objectivement comme une absurdité.

Aurait-on pu l'imaginer dans la Rzeczpospolita ou en Autriche-Hongrie? Là, au contraire, la population russe – au sens large – a toujours été une minorité délibérément discriminée. La Galicie et la Valhynie sont aujourd'hui des bastions de la russophobie orthodoxe, associés à Bandera, Melnik, Choukhevitch et aux marches aux flambeaux en l'honneur des hommes de main d'Hitler. Mais ces régions n'ont pas toujours été ainsi.

À l'époque où elles faisaient partie de l'Autriche (depuis 1867 – Autriche-Hongrie), après les divisions de la Rzeczpospolita à la fin du XVIIIe siècle, il y existait un puissant mouvement russophile de personnalités galiciennes-russes (ruthènes) (Adolf Dobrianski-Satchourov, Alexandre Doukhovitch, Denis Zoubritski, etc.)

Ils étaient déterminés à réaliser l'unité pansrusse et à maximiser leurs efforts avec Moscou pour former un monde panslave. Vienne, qui a d'abord cherché à empêcher la croissance de l'influence russe en Galicie et en Valhynie au milieu du XIXe siècle, a progressivement réalisé qu'elle pouvait utiliser l'agitation politique ukrainien dans la région pour combattre les russophiles galiciens eux-mêmes sur le principe du *divide et impera*. Sans l'aide de l'administration autrichienne, le groupe ukrainophile de Galicie et de Valhynie n'avait aucune chance de vaincre les forces axées sur Moscou.

Dans le même temps, se préparant à la Première Guerre mondiale, Vienne a décidé de légaliser au plus vite l'idée de l'ethnographe polonais Franciszek Duchinski sur l'origine

Entretien exclusif

non slave - finno-ougrienne - du peuple russe (qui existe pour ce jour dans l'esprit des dirigeants ukrainiens). Lancer le virus de l'indépendance et du séparatisme ukrainien dans les provinces russes voisines afin de provoquer la séparation des régions périphériques de la Russie.

La cour de François-Joseph espérait qu'à la suite de la victoire, elle serait dans la zone d'influence de l'Autriche-Hongrie. Que ces zones se transformant en un État satellite de Vienne ou en une sorte d'autonomie élargie n'avait pas beaucoup d'importance. L'objectif principal des nationalistes ukrainiens était d'intimider la partie pro-moscovite dans la région et de rejeter l'idée de la différence entre les Petits Russes et les Grands Russes aussi loin que possible vers l'Est, causant ainsi un maximum de dégâts à la Russie.

Continuité dans l'alimentation des tensions

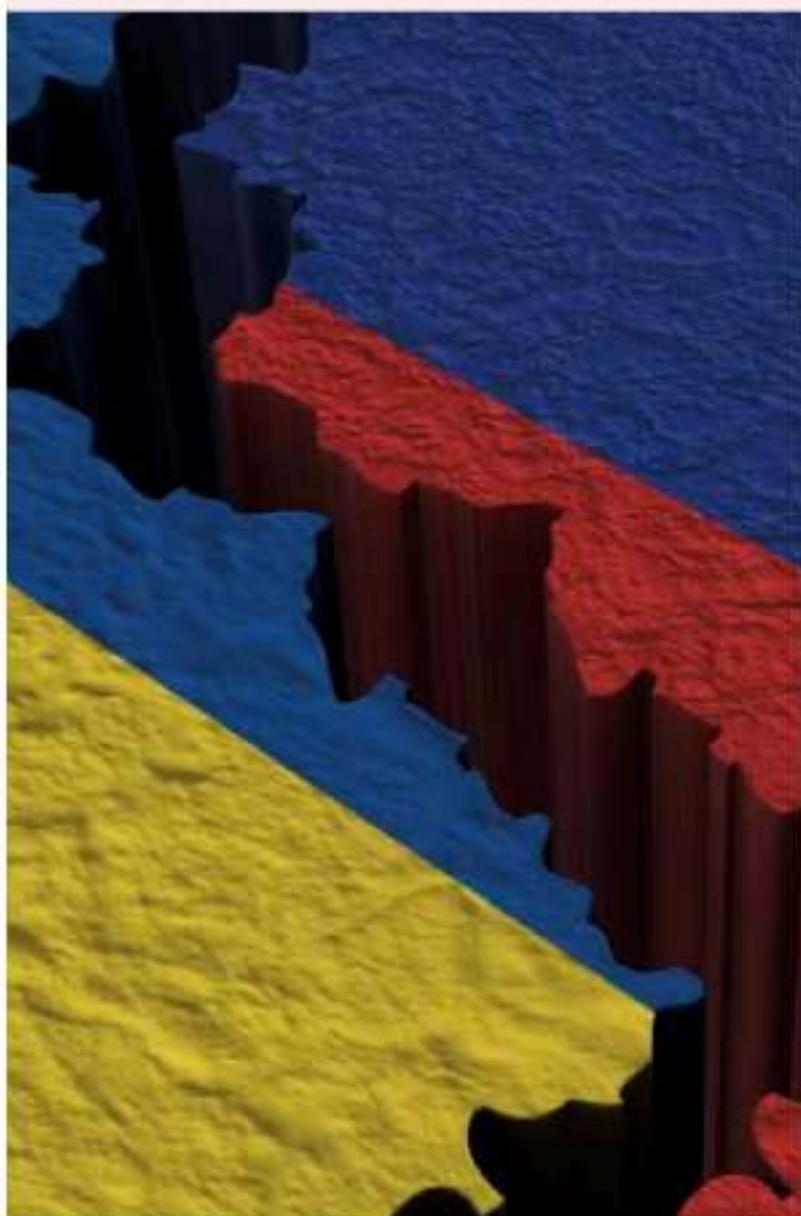
Ce n'est pas un hasard si, en août 1914, avec le soutien financier du ministère austro-hongrois des Affaires étrangères, des polyémigrants nationalistes à Lvov (et, après la libération de la ville par les troupes russes, à Vienne) a commencé à fonctionner la soi-disant Union pour la libération de l'Ukraine, qui remplissait des missions d'agent pour les agences de renseignement des puissances centrales.

L'Union n'avait guère d'utilité pratique, mais les fonds autrichiens permettaient de nourrir des russophobes zoologiques patentés et des darwinistes sociaux qui rêvaient que l'Ukraine se sépare de la Russie. Comme Dmitri Dontsov, Ioulian Melenevski, Nikolaï Jelezniak.

Il s'agit d'une référence historique directe aux rassemblements de divers valets sous le toit des "forums des peuples libres de l'après-Russie" (reconnus comme terroristes par la Cour suprême de la Fédération de Russie), ainsi qu'aux manifestations pseudo-démocratiques à Hong Kong en 2019. Partout, les mêmes superviseurs - CIA, MI6, BND. Leurs méthodes de semer la discorde dans le camp de leurs opposants n'ont pas changé depuis des siècles.

La terreur autrichienne pendant la Première Guerre mondiale est devenue un véritable cauchemar pour la population galicienne-russe. Les répressions comprenaient des condamnations à mort prononcées par des tribunaux militaires, des représailles exercées par des nationalistes ukrainiens à l'instigation de l'administration viennoise et des déportations vers des régions reculées de l'Autriche-Hongrie.

Une partie importante des citoyens russophiles, arrêtés pour leurs opinions, a été déportée vers les célèbres camps de concentration de Terezin et Thalerhof. La population slave et juive des territoires occupés par les nazis de l'URSS, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie connaîtra à peu près la même chose pendant la Seconde Guerre mondiale.



Alors que l'Holocauste et le génocide des peuples de l'Union soviétique sont officiellement reconnus et condamnés du point de vue juridique et historique international, l'ethnocide de la population galicienne-russe ne l'est pas encore.

Cependant, une telle évaluation est encore très pertinente aujourd'hui. Cela serait vrai pour la mémoire des victimes innocentes du terrorisme autrichien. Certains d'entre eux, par exemple le prêtre Maxime Goriltski, exécuté en 1914, sont canonisés comme hiéromartyrs par l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou.

Le nationalisme indépendant et ses héritiers spirituels ne devraient jamais se sentir impunis. Ni au front, ni dans le calme des bibliothèques et des archives, ni lors des rassemblements pseudo-scientifiques organisés par toutes sortes de "congrès mondiaux des Ukrainiens", qui regorgent de descendants de collaborateurs et de criminels de guerre nazis.

7ÈME SENS AVEC ALI YOUSFI ALAOUI : MOUDAWANA, RÉVOLUTION OU ÉVOLUTION ?



REPORTAGE DE LA SEMAINE



SCAN ME

SUR L'IDENTITÉ NATIONALE ET LE CHOIX POLITIQUE : L'EXPÉRIENCE DE LA RUSSIE ET DE LA CHINE (SUITE ET FIN)

Suite et fin de l'article d'analyse historique sur l'identité nationale et les incitations étrangères au séparatisme dans les sphères ethnoculturelles russe et chinoise, rédigé par le vice-président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, Dmitri Medvedev, que l'Odj a eu le bénéfice de présenter à ses lecteurs.

Dans cette dernière partie, l'ex-président de la Fédération de Russie (2008-2012), ancien chef du gouvernement russe (2007-2008) et actuel président du parti au pouvoir Russie unie, s'attèle à démontrer, selon les points de vue russe et chinois, le continuum que constituent les espaces ethnoculturels slaves orthodoxe russe et chinois, malgré les efforts constants de l'Occident de les désagréger.

Nonobstant les différences évidentes entre les problématiques ukrainienne et taïwanaise, l'auteur souligne autant la volonté de l'Occident de « diviser pour régner » que celle de la Russie et la Chine à contrecarrer ses desseins.

L'ordre géopolitique façonné et dirigé par l'Occident durant cinq siècles est indéniablement déclinant. La Russie et la Chine se positionnent ouvertement pour l'émergence d'un ordre international nouveau, multipolaire.

Le reste du monde ne saurait rester insensible à cette redistribution des cartes, qui se traduit déjà par un déplacement des frontières en Europe orientale comme au Moyen-Orient.

La Russie et la Chine: expérience du retour des terres à leur patrie historique

Les Russes et les Ukrainiens peuvent être comparés aux Chinois Han, qui habitent différentes régions et provinces de Chine. Le territoire de la Chine moderne connaît différentes époques historiques, dont la période des Royaumes combattants à partir du Ve siècle jusqu'à l'unification de la Chine par l'empereur Qin Shi Huang en 221 avant J.-C., et pendant la période de cinq dynasties et dix royaumes au Xe siècle, il y avait des États séparés (parfois il y en avait des dizaines) qui menaient des guerres intestines sanglantes. Y compris à l'instigation des forces extérieures.

La période d'assemblage de terres en Chine dans l'Empire Song aux X-XIII siècles a été marquée par un essor sans précédent dans tous les domaines de la vie. Il signifiait une véritable révolution de l'époque, qui a déterminé le visage de l'Asie jusqu'au XVIIe siècle. Les historiens chinois considèrent toutes les étapes historiques comme un processus inextricable du fonctionnement d'une seule nation chinoise. Et ce n'est que par hasard historique qu'elle a été temporairement divisée en entités étatiques semi-indépendantes.



L'historiographie russe aborde la compréhension du passé russe d'une manière très similaire: la présence initiale des principautés dans le cadre de l'ancien État russe, la période de fragmentation féodale, puis le processus d'unification de la Russie en un État centralisé dirigé par Moscou. Ce sont ces étapes qui ont donné une impulsion à tout le développement civilisationnel de notre pays jusqu'à nos jours.

Pour la Russie comme pour la Chine, une telle continuité historique, une ligne ethno-nationale unique séculaire, constitue une source inépuisable de richesse en matière de patrimoine culturel et de traditions, apporte une contribution importante à la formation de l'identité sociale de chaque pays.

Il est à noter que, malgré la nature complètement différente des questions ukrainiennes et taïwanaises, pour les Occidentaux, elles ont fusionné en une seule. Cela prouve une fois de plus leur origine artificielle avec la participation de forces destructrices étrangères, principalement des États-Unis et de l'Union européenne. Cependant, des aventures détachées de la réalité se terminent tôt ou tard par un échec militaire et les provinces rebelles se retrouvent chez elles.

Le retour de nos terres à notre patrie historique, des territoires perdus en raison de malentendus politiques lors des cataclysmes historiques de la fin des années 1980 et du début des années 1990, n'est pas plus criminel que l'Anschluss de la RDA par la République fédérale d'Allemagne en 1990. On nous alors convainquait que la logique du processus historique justifiait la réunification de la nation allemande. Mais en réalité, il n'y a pas eu d'unification de l'Allemagne. Aucun référendum n'a eu lieu, aucune Constitution commune n'a été élaborée, aucune armée unifiée ni monnaie commune n'ont été créées.

L'Allemagne de l'Est a été absorbée par un État voisin. Quelqu'un a-t-il alors condamné ce cas d'irréductibilité contraire au principe de l'inviolabilité des frontières prescrit dans l'Acte final d'Helsinki de 1975? Le monde n'a fait qu'applaudir en réponse. Cependant, la question de savoir s'ils voulaient eux-mêmes cette unité ou s'ils ont été contraints par manipulation de la vouloir, reste ouverte aujourd'hui.

Les réalités économiques, la mentalité et même la langue des Allemands de l'Est et de l'Ouest dans les 45 ans qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale ont commencé à différer presque plus qu'aujourd'hui les mêmes indicateurs parmi les Chinois et la population de Taïwan ou les habitants des régions de Smolensk et du Dniepr. Cependant, cela ne dérangeait personne, c'est la différence qui arrangeait son monde.

Dans ce contexte, il convient de mentionner que les Russes ne diffèrent pas plus des personnes vivant sur le territoire de l'Ukraine que les résidents de la voïvodie de Grande-Pologne ne diffèrent des résidents de la voïvodie de Poméranie de Pologne, que les résidents de Rhénanie du Nord-Westphalie ne diffèrent des résidents de Thuringe.

Parallèlement, entre la population du Schleswig-Holstein et de la Bavière en Allemagne, de la Normandie et de l'Occitanie en France, sans oublier le Pays basque et la Catalogne en Espagne, l'Angleterre et l'Irlande du Nord en Grande-Bretagne, il existe des différences bien plus sérieuses - quotidiennes, linguistique, ethnoculturelle, qu'entre les habitants des régions de Pskov et de Kharkov.

Quelques conclusions importantes

Ce qui précède nous permet de tirer certaines conclusions sur la relation entre l'identité nationale et le choix politique. Elles sont assez évidentes.

1. Le principe classique des civilisateurs occidentaux "diviser pour mieux régner" apporte des souffrances et des troubles incalculables au monde entier, est la source de nombreux conflits ethniques et socioculturels, ainsi que d'inégalités économiques totales. C'était le cas au début de l'histoire, et cela continue de l'être aujourd'hui.

2. Aujourd'hui, l'incitation à la haine interethnique ou interraciale revient à construire une pseudo-identité nationale d'un groupe ethnique en vue de sa séparation du peuple qui forme l'État. C'est ce que font Washington et ses satellites avec la Russie, et c'est ce qu'ils font avec la Chine et de nombreux autres États.

Taïwan fait partie intégrante de l'espace commun chinois, une unité administrative de la République populaire de Chine. Les tentatives visant à inventer un État, une nation ou une langue taiwanaise, lancées depuis l'étranger, sont artificielles et, par conséquent, non viables.

3. Aujourd'hui, l'Ukraine doit choisir: être aux côtés de la Russie ou disparaître complètement de la carte du monde. Dans le même temps, les Ukrainiens ne sont pas tenus de sacrifier ni leur âme ni leur corps pour leur liberté. Ils devraient apaiser l'orgueil de l'altérité, refuser de s'opposer au projet panrusse et exorciser les démons de l'ukrainité politique.

Notre objectif est d'aider les habitants de la Petite Russie et de la Nouvelle Russie à construire une Ukraine sans les tracasseries d'ukrainité. Planter dans la conscience publique que la Russie est irremplaçable pour l'Ukraine, ni culturellement, ni linguistiquement, ni politiquement.

Si la soi-disant Ukraine continue de suivre une voie russophobe agressive, elle disparaîtra à jamais de la carte du monde, tout comme l'entité fantôme du Mandchoukouo, créée artificiellement par le Japon militariste comme force par procuration en Chine, a disparu autrefois.

4. La Galicie et la Volhynie, aujourd'hui base d'alimentation de l'ukrainité politique, possédaient autrefois de puissantes forces sociales orientées vers la Russie. Elles ont été victimes d'un génocide pendant la Première Guerre mondiale. Dans le contexte de la russophobie observée aujourd'hui dans ces régions, les événements de la période historique du début du XXe siècle devraient être évalués de manière impartiale.

5. Les Russes et les Ukrainiens sont un seul peuple. Les tentatives visant à creuser un fossé entre nous d'un point de vue historique sont absolument intenable et criminelles. Vyg, Mazepa, Skoropadski et Bandera, à différentes années, se sont fracassés la tête contre le mur panrusse. Il en sera ainsi aujourd'hui également.

Rédigé par Dmitri Anatolyevich Medvedev et recueillis par Ahmed Naji.

Dmitri Anatolyevich Medvedev un homme politique russe qui occupe le poste de vice-président du Conseil de sécurité de la Russie depuis 2020. Medvedev a également été président de la Russie de 2008 à 2012 et Premier ministre de la Russie de 2012 à 2020. Medvedev a été élu président lors des élections de 2008.

LE PASSEPORT MAROCAIN RUGIT EN TÊTE DU MAGHREB

Dans un monde où la mobilité internationale devient un indicateur de soft power, le Maroc vient de franchir une étape significative.

Passeport marocain, le premier en Afrique du nord

Le royaume chérifien voit son passeport gagner deux places dans le prestigieux classement Henley Passport Index 2025, s'imposant désormais comme le document de voyage le plus puissant d'Afrique du Nord.

Cette progression, loin d'être anodine, s'inscrit dans une dynamique diplomatique de longue haleine. "Le renforcement du passeport marocain reflète la politique d'ouverture menée par le royaume depuis deux décennies", analyse Hassan Bernoussi, expert en relations internationales à l'Université Mohammed V de Rabat. Cette amélioration permet aux citoyens marocains d'accéder sans visa à 67 destinations, contre 62 l'année précédente.

Le contexte géopolitique joue un rôle crucial dans cette évolution. Les accords bilatéraux récemment signés, notamment avec plusieurs pays d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est, ont contribué à cette ascension.

"C'est le résultat d'une diplomatie économique active et d'une stabilité politique reconnue", souligne Sarah Martinez, analyste chez Henley & Partners.

Comparativement, cette performance place le Maroc devant ses voisins maghrébins :

- Tunisie : 63 destinations
- Algérie : 58 destinations
- Libye : 42 destinations

Les implications sont multiples :

- Facilitation des échanges commerciaux
- Attractivité accrue pour les investisseurs
- Mobilité professionnelle améliorée
- Développement du tourisme bilatéral

"Cette progression a des répercussions directes sur l'économie", explique un économiste à la CGEM. "Un passeport plus puissant signifie des opportunités d'affaires multipliées et une meilleure intégration dans l'économie mondiale."

Cependant, des défis persistent. Le Maroc reste encore loin des performances des pays européens ou asiatiques les mieux classés, qui permettent l'accès à plus de 180 destinations. Le royaume devra poursuivre ses efforts diplomatiques et économiques pour continuer son ascension.



UNE NOUVELLE ROUTE DE LA SOIE VERSION AFRICAINE

Dans un contexte géopolitique en pleine mutation, le Maroc, la Mauritanie et les Émirats Arabes Unis (EAU) viennent d'annoncer un projet titanesque qui pourrait redessiner la carte économique de l'Afrique : le développement intégré du littoral saharien.

Le projet du littoral Saharien

Cette initiative tripartite, sans précédent par son ampleur, marque un tournant décisif dans les relations Sud-Sud et la coopération interafricaine.

Le projet, estimé à plusieurs milliards de dollars, prévoit la création d'infrastructures portuaires de dernière génération, de zones économiques spéciales et de corridors logistiques le long de la façade atlantique. "C'est une révolution logistique qui s'annonce", explique un expert en développement économique. "Nous assistons à la naissance d'un nouveau hub mondial qui pourrait rivaliser avec les grandes routes maritimes traditionnelles."

Les enjeux sont multiples allant du développement économique régional à la création d'emplois (estimée à 100 000 postes directs) en passant par la sécurisation des routes commerciales et le renforcement de l'intégration africaine.



Le projet s'inscrit dans une vision plus large de développement continental. Selon Sarah Martinez, analyste à l'Institut des Relations Internationales : "Ce partenariat trilatéral représente un modèle innovant de coopération Sud-Sud, où chaque pays apporte ses avantages comparatifs : l'expertise maritime du Maroc, la position stratégique de la Mauritanie et la puissance financière des EAU."

Baisse de 70% du taux de mortalité maternelle au cours des deux dernières décennies

Le ministre de la Santé et de la protection sociale, Amine Tahraoui, a indiqué que le taux de mortalité maternelle a enregistré une baisse de 70% au cours des deux dernières décennies.



GOOD NEWS

@lodjmaroc



Le Canada , prochain «51e Etat» des Etats-Unis !?

A peine sa victoire à la présidentielle certifiée, Donald Trump relance son appel à la fusion avec le Canada

Comme si le Canada avait besoin de ça.

Le républicain a de nouveau agité cette idée lundi 6 janvier, appuyant sur la crise politique dans laquelle son voisin du nord est plongé.

Tout juste sa victoire à l'élection présidentielle de novembre certifiée par le Congrès américain, dans des circonstances autrement plus tranquilles qu'il y a quatre ans, Donald Trump a aussitôt réitéré son enthousiasme à l'idée de faire du Canada le 51e Etat américain.

«Si le Canada fusionnait avec les Etats-Unis, il n'y aurait pas de droits de douane, les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait TOTALEMENT SÛR face à la menace des navires russes et chinois qui l'entourent constamment. Ensemble, quelle grande nation ce serait!!!», a écrit sur Truth Social le président élu, lundi 6 janvier.

Le Canada, en pleine crise politique, appréciera. Car si le deuxième plus grand pays au monde , devant les Etats-Unis , qui vient de voir son Premier ministre Justin Trudeau démissionner, est plongé dans la crise, il le doit beaucoup à son bruyant voisin du sud.

Le milliardaire, qui sera investi le 20 janvier avec l'onction de toute la Silicon Valley, a en effet multiplié les menaces douanières à destination du Canada, à qui il a promis d'imposer des droits de douane de 25% dès son retour au Bureau ovale. Une catastrophe pour le Canada, qui exporte aux Etats-Unis 75% de ce qu'il produit chaque année.

«Gouverneur» Trudeau

En réaction, Justin Trudeau avait prévenu , avant sa démission qu'il augmenterait les droits de douane en guise de riposte, et avait développé une politique de diminution de la TVA sur les produits de consommation courante.



Des décisions qui avaient suscité le désaccord de sa vice-Première ministre Chrystia Freeland, qui avait fini par démissionner.

Après l'élection, le Premier ministre avait vainement tenté de dissuader Donald Trump lors d'une rencontre fin novembre dans sa propriété de Mar-a-Lago, en Floride. Pire, la visite n'avait pas désincité Trump de multiplier les qualifications humiliantes à l'endroit du libéral, au pouvoir depuis 2015, en le désignant avec le titre de «gouverneur», comme s'il était à la tête d'un Etat américain.

«C'était un plaisir de recevoir à dîner le Gouverneur du Grand Etat du Canada Justin Trudeau. J'ai hâte de voir le Gouverneur à nouveau de sorte que nous puissions discuter des tarifs douaniers et de commerce. Le résultat sera spectaculaire !!!» s'était plu à écrire le républicain.

Rédigé par Hafid Fassi fihri

“

L'ancien président et président élu Donald Trump a réitéré son désir de voir les États-Unis acquérir le Groenland et le canal de Panama, déclarant que les deux sont essentiels à la sécurité nationale américaine.

”

**DÉCLARATION DE LA SEMAINE**

@lodjmaroc



LA SAGA DES TOMATES HORS DE PRIX CONTINUE

La flambée des prix des tomates au Maroc suscite une vague d'inquiétude et de mécontentement parmi les consommateurs. Avec des tarifs oscillant désormais entre 6 et 7 dirhams le kilo, cette augmentation inattendue met en lumière les défis complexes auxquels fait face le secteur agricole marocain.

La révolution des tomates : le Maroc au bord de l'ébullition culinaire

Cette hausse intervient dans un contexte économique déjà tendu, où l'inflation pèse lourdement sur le pouvoir d'achat des ménages.

Cette Hausse affecte directement le panier de la ménagère, la tomate étant un ingrédient de base de la cuisine marocaine. Elle pourrait entraîner une inflation des prix d'autres produits alimentaires par effet domino. Le gouvernement est mis sous pression pour trouver des solutions rapides afin d'apaiser le mécontentement populaire.

Les causes de cette hausse sont multiples : conditions climatiques défavorables, augmentation des coûts de production (carburants, engrais), et potentiellement des pratiques spéculatives.

Pour remédier à cette situation, des experts suggèrent des solutions à court et long terme : renforcement des contrôles sur les circuits de distribution, soutien aux petits agriculteurs, et investissement dans des techniques agricoles plus résilientes face au changement climatique.

L'évolution de cette crise dépendra de la capacité du gouvernement à mettre en place des mesures efficaces pour stabiliser les prix, tout en assurant un équilibre entre les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs.



2 MILLIARDS D'EUROS FRANÇAIS POUR RELIER KÉNITRA À MARRAKECH

La France confirme son engagement dans le développement des infrastructures ferroviaires marocaines avec un investissement colossal de 2 milliards d'euros dans le projet de ligne à grande vitesse reliant Kénitra à Marrakech. Ce projet structurant s'inscrit dans la continuité du succès de la LGV Tanger-Casablanca et représente une nouvelle étape dans la modernisation du réseau ferroviaire marocain.

LGV Kénitra-Marrakech : un méga-projet sur les rails

Le projet de ligne à grande vitesse reliant Kénitra à Marrakech vient de franchir une étape décisive avec l'annonce d'un investissement français de 2 milliards d'euros. Cette contribution majeure confirme l'engagement de la France dans le développement des infrastructures ferroviaires marocaines.

Ce projet ambitieux, qui s'inscrit dans la continuité du succès de la LGV Tanger-Casablanca, vise à moderniser significativement le réseau ferroviaire national. Il permettra de réduire considérablement les temps de trajet entre les principales villes du royaume, tout en stimulant le développement économique des régions traversées.



Les retombées économiques attendues sont considérables, tant en termes de création d'emplois que de développement territorial. Ce projet renforce également les liens de coopération entre le Maroc et la France dans le domaine des infrastructures de transport

ALGER LÂCHE SA MEUTE DE PSYCHOPATHES EN FRANCE

Ils sont algériens, ils ont pour pseudos « Zazou Youcef » et « Imad Tintin » et ont appelé au meurtre des opposants au régime algérien en France. Alger, en pleine crise d'hystérie, lâche ses influenceurs psychopathes pour semer la terreur outre-Méditerranée.

Tout a commencé, vers la mi-décembre, par un hashtag : « manich radi » (je ne suis pas satisfait), expression du ras-le-bol des Algériens de la junte algérienne qui les oppresse. Ledit hashtag s'est répandu comme une trainée de poudre sur les réseaux sociaux.

Il faut croire que la junte algérienne, ébranlée par la chute du régime de Bachar Al Assad en Syrie, se sent fragile. C'est le président algérien, Abdelmajid Tebboune, qui a jugé bon de répondre en personne, le 24 décembre, dans une interview télévisée, aux centaines de milliers d'Algériens qui ont diffusé le hashtag.

« L'Algérie ne peut être dévorée par un hashtag », a-t-il déclaré.

Une vague d'arrestation s'en est, d'ailleurs, immédiatement suivie.

Comme d'habitude, Tebboune a rejeté sur le Maroc la responsabilité de ce mouvement de colère populaire sur les réseaux sociaux. Jusqu'ici, rien d'étonnant, les décideurs algériens font porter systématiquement la responsabilité de tous les malheurs qui frappent le pays voisin de l'Est, du fait de leur mauvaise gouvernance, au Maroc.

La chasse aux opposants est ouverte

Tebboune a également appelé à la « résistance ». Les fermes à trolls au service de la junte militaire ont été mobilisées et les influenceurs algériens résidant à l'étranger ont été mis à contribution.

Chawki Benzehra, un opposant algérien réfugié en France qui a dénoncé les appels au meurtre des deux influenceurs algériens, maintenant arrêtés et poursuivis en justice, est actuellement menacé de mort.

Amir Boukhors, plus connu sur la toile sous le pseudo Amir DZ, un journaliste d'investigation réfugié également en France, dont les révélations donnent des sueurs froides au régime depuis de longues années, est, quant à lui, l'homme le plus ciblé par les services spéciaux algériens.



Le plus intéressant est le profil des influenceurs algériens qui se sont épanchés en insultes et menaces contre leurs compatriotes dissidents.

Zazou Youcef, de son vrai nom Youcef Aziria, 25 ans, habitant à Brest, a déjà été condamné à un an de prison en France, en décembre 2023, pour avoir incendié le tennis club de Brest, alors que des gens s'y trouvaient.

Il s'en est même vanté sur TikTok, où il tenait un compte suivi par 400 mille followers, maintenant bouclé. Zazou Youcef sera présenté devant un juge, le 24 février à Brest, pour répondre à l'accusation d'apologie du terrorisme. Il risque 7 ans de prison et 100.000 euros d'amende.

Un ramassis de voyous
Le cas d'Imad Tintin est encore plus parlant. Il s'agit d'un ancien militaire qui se trouve en situation irrégulière en France et soumis à une OQTF (obligation de quitter le territoire français).

Sur son compte TikTok « bledard de luxe », suivi par 70 mille followers, il se vante de savoir manier les armes et appelle au meurtre des dissidents algériens en France.

Encore plus dangereux, Mehdi Gezzar, un franco-algérien fervent défenseur du régime algérien, qui s'est fait virer de la radio RMC, où il avait un poste de chroniqueur dans l'émission « Grandes gueules », après avoir traité le Maroc d'Etat voyou sur la chaîne de télévision algérienne AL24.

Selon plusieurs sources, il serait le chef d'orchestre de la campagne de terreur lancée contre les opposants algériens en France.

Pour bien mettre en évidence la volonté des sbires du régime algérien de terroriser les dissidents, un petit florilège des messages diffusés sur les réseaux sociaux.

« On va vous égorger, je le jure par Allah », a menacé sur TikTok Abdesslam, alias « Bazooka », un influenceur algérien résidant à Lyon.

La France transformée en terrain d'affrontements

« N*** ta race toi et ta France... Sales athées... Inchallah ils vont te tuer... Si tu viens en Algérie on te violera » ! Ces propos très fleuris ont été tenus par Sofia Benlemmane, une influenceuse algérienne très connue des internautes marocains pour sa grossièreté. Elle est suivie par 346 mille followers sur Facebook.

« On est les soldats dormants de l'Algérie en France, prêts à devenir des martyrs », a indiqué de son côté Laksas06, pseudo d'un algérien habitant à Lyon.

Il existe une vidéo de Naman Boualam, recherché par la police française pour incitation au meurtre des opposants algériens, portant un habit de magistrat algérien.

La communauté algérienne en France, ce sont quelques 700.000 personnes, un chiffre en hausse de 30 mille à 40 mille migrants supplémentaires chaque année.

En vertu des termes de l'accord franco-algérien signé le 27 décembre 1968, la France s'est engagé à accepter 35.000 travailleurs algériens sur son territoire chaque année.

Des doutes français on ne peut plus légitimes

L'extrême droite française y voit une cinquième colonne qui menace la France. C'est, peut-être, une exagération politicienne à fort relents de racisme, mais au vu des récentes sorties publiques des influenceurs algériens en France, il est possible de dire qu'il n'y a pas de fumée sans feu.

Les autorités françaises ont, donc, des raisons légitimes de sévir contre les auteurs algériens d'appel au meurtre ce que n'a pas manqué de faire le ministre français de l'intérieur, Bruno Retailleau.

Le 5 janvier, c'est le chef de la diplomatie française, Jean-Noël Barrot, qui a déclaré à la radio RTL : « nous observons des postures, des décisions de la part des autorités algériennes qui nous permettent de douter de l'intention des Algériens ».

Il faut rappeler que le président algérien, Abdelmajid Tebboune, s'en est, encore une fois, prit vertement à la France, dans un discours sur l'état de la nation adressé, le 29 décembre, aux

deux chambres du parlement algérien. La rente mémorielle est exploitée par des dirigeants algériens jusqu'à l'usure.

Des psychopathes au pouvoir

Pour votre humble serviteur, observateur des turpitudes du régime algérien depuis trois décennies, les comportements et attitudes de plus en plus irrationnels et contreproductifs des dirigeants du pays voisin de l'Est ont de quoi étonner.

La seule grille de lecture pouvant donner du sens aux postures des dirigeants algériens est, semble-t-il, à chercher dans le concept de « ponéologie politique », développé par un psychiatre polonais, Andrzej Tobaczewski (1921-2007).

Victime du régime communiste totalitaire, dont il ne parvenait pas à saisir la logique, Tobaczewski a adopté une approche transdisciplinaire, mêlant la psychologie et la sociologie, pour tenter de comprendre un régime totalitaire.

Il en est arrivé à la conclusion que lorsque des psychopathes arrivent au pouvoir, la psychopathologie devient la norme dans la société et infecte même les individus ne présentant pourtant aucune prédisposition particulière aux troubles mentaux.

Ce n'est pas seulement la politique des dirigeants algériens qui est irrationnelle, ce sont ces derniers qui souffrent de psychopathologies.

Rédigé par Ahmed Najj



VENTE ILLÉGALE DE MÉDICAMENTS ET L'ÉMERGENCE DE GUÉRISSEURS EN LIGNE

Il suffit qu'un «charlatan» lance une rumeur par rapport à une plante pour que les gens se jettent dessus... Bien que les Marocains soient conscients des nombreux risques que la médecine traditionnelle peut engendrer pour la santé, un grand nombre d'entre eux persistent à recourir à ces pratiques.

Celles-ci incluent l'utilisation, à des fins thérapeutiques, de plantes, de parties d'animaux et de minéraux, ainsi que des thérapies spirituelles, des techniques et des exercices manuels pour traiter, diagnostiquer et prévenir les maladies, ou encore pour maintenir la santé...

Le Maroc a pris des mesures fermes contre la publicité anarchique des médicaments sur les réseaux sociaux et les circuits parallèles de vente en ligne. Le ministre de la Santé a affirmé que le gouvernement est déterminé à lutter contre ce phénomène dangereux, qui prend de l'ampleur. Une circulaire a été adressée aux procureurs généraux pour mener des actions judiciaires contre ces réseaux illégaux.

Cependant, il est essentiel d'aborder également la question des praticiens de la médecine traditionnelle qui exercent sans diplômes requis, mettant ainsi la vie des patients en danger. Malgré les risques pour la santé, beaucoup de Marocains continuent de recourir à ces pratiques...

«Ces experts» en médecine traditionnelle qui prétendus comme des phytothérapeutes, ouvrent leur cabinets où ils reçoivent des malades et prétendent les guérir avec la médecine alternative et les remèdes naturels. Certaines sources indiquent que ces guérisseurs exercent cette noble profession au nom de la religion sans avoir les diplômes requis. Ce faisant, ils mettent la vie des patients en danger en leur prescrivant des «plantes médicinales» et en s'adonnant à des pratiques qu'ils disent relevant de la médecine naturelle. Ils reçoivent des centaines de clients dans ses centres spécialisés dans le traitement naturel.



Il est devenu impératif de lutter efficacement contre ces pratiques populaires irresponsables. Cela doit impliquer une participation à tous les niveaux, une éducation à la santé, un accès équitable aux soins, et surtout, un contrôle et une législation stricts, accompagnés de sanctions sévères, afin de prévenir tout abus lié à la collecte, à la vente et à l'utilisation de ces produits.

**Par Mohammed Yassir
Mouline**



Affaire Boudrika

Un procès complexe autour d'un cas de fraude immobilière a eu lieu à Casablanca, impliquant Abdellah Boudrika, frère de l'ancien président du Raja de Casablanca, et plusieurs complices, dont un notaire. Ils sont accusés de falsification de documents officiels pour s'emparer d'un bien immobilier à Tit Mellil, appartenant à une défunte.

Des vidéos, notamment celles enregistrées dans le bureau du notaire, ont suscité des débats houleux. La défense conteste la validité des procédures d'enquête et des documents présentés. Parmi les accusés figurent des intermédiaires ayant exploité une femme âgée et des témoins en conflit sur leurs déclarations. Le tribunal a ordonné l'examen de nouvelles preuves et le report des audiences pour permettre un examen approfondi des faits.

LES DOCTORANTS EN GRÈVE

Ils dénoncent l'immobilisme de leur dossier revendicatif et annoncent une grève nationale le 22 janvier 2025, accompagnée d'un sit-in devant le ministère. Les doctorants critiquent l'organisation floue d'un concours pour 600 postes d'assistants dans les centres régionaux, jugé insuffisant face au nombre de docteurs au sein du ministère. Le collectif appelle à une solution globale pour valoriser ces compétences, notamment en les intégrant dans les académies, centres de recherche et universités. Ils exigent l'application de l'accord de décembre 2023 et l'ajout des postes promis dans le budget 2025, dénonçant des promesses non tenues qui alimentent les tensions.



Arrestation d'un baron de la cocaïne à Tanger

Un baron de la drogue, surnommé (K.H), a été arrêté alors qu'il tentait de quitter le Maroc via le port de Tanger Med. Ce dernier était un maillon clé entre un réseau criminel opérant en Europe (notamment aux Pays-Bas et en Espagne) et le Maroc, impliqué dans le trafic de cocaïne et le blanchiment d'argent. Le baron introduisait de grandes quantités de cocaïne au Maroc, qu'il distribuait aux membres du réseau, principalement à Casablanca et dans le nord. Après son arrestation, il a été présenté au juge d'instruction, où des preuves de ses activités criminelles ont été révélées, entraînant son maintien en détention.



Le Ghana a décidé de suspendre ses relations diplomatiques avec la pseudo "rasd", une décision qui a été communiquée dans un document officiel du ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale de la République du Ghana, adressé son homologue marocain.



Le prix du poulet ne cesse d'augmenter atteignant récemment 30 dirhams/kg. Un prix choquant qui décourage à la fois consommateurs et commerçants. Au marché de gros d'El Akkari à Rabat, les marchands imputent la responsabilité aux propriétaires des fermes.

TOP & FLOP



Immigration : le partenariat Maroc-UE se renforce

L'Union européenne vient de concrétiser son engagement dans la lutte contre l'immigration illégale aux côtés du Maroc en allouant une enveloppe de 2,5 millions d'euros. Cette décision souligne l'importance stratégique du royaume dans la gestion des flux migratoires en Méditerranée.

L'UE débloque 2,5 millions d'euros pour soutenir le Maroc face à l'immigration

Ce financement s'inscrit dans une approche globale de coopération entre l'UE et le Maroc, reconnaissant le rôle crucial du royaume comme partenaire fiable dans la gestion des frontières sud de l'Europe. "Cette collaboration renforcée témoigne de la confiance mutuelle entre Bruxelles et Rabat", souligne un expert en relations internationales.

30 MMDH d'investissements entre 2024 et 2030 pour le réseau électrique national

Un investissement de près de 30 milliards de dirhams (MMDH) dans le réseau électrique national de transport a été alloué pour la période 2024-2030, "sans tenir compte du projet de liaison électrique haute tension supplémentaire de 3 GW entre le Sud et le Centre du Royaume", a indiqué, lundi 06 Janvier à Rabat, la ministre de la Transition énergétique et du Développement durable, Leïla Benali.



Soixante jeunes migrants marocains remis par l'Algérie au Maroc

Lundi dernier, soixante jeunes migrants marocains, détenus dans des prisons algériennes, ont été remis aux autorités marocaines via le poste frontalier de Zouj Beghal. Cette opération, menée en deux phases, marque une collaboration rare entre les deux nations dans un contexte migratoire tendu. Les jeunes, originaires de diverses villes marocaines, avaient purgé des peines allant jusqu'à trois ans et demi, suivies d'une année de détention administrative.

L'Association marocaine d'aide aux migrants à Oujda, qui suit ces dossiers, souligne que des centaines d'autres jeunes restent en détention provisoire en Algérie, leurs dossiers soumis à des processus administratifs complexes. Elle alerte également sur la présence de six corps de migrants marocains dans des morgues algériennes, rappelant la dangerosité des parcours migratoires.



Le Maroc brille dans le classement africain de la sécurité alimentaire

Le Maroc s'illustre parmi les pays africains les mieux placés en matière de sécurité alimentaire, selon Vanguard. Cette position enviable est le fruit de politiques stratégiques comme le Plan Maroc Vert et Génération Green, qui ont modernisé l'agriculture et optimisé la gestion des ressources en eau. Avec une production annuelle évitant 9 millions de tonnes de céréales, principalement du blé, de l'orge et du maïs, le Royaume renforce son autosuffisance alimentaire tout en restant un exportateur clé de fruits, légumes et huile d'olive.

Le Ghana gèle ses relations diplomatiques avec la pseudo rasd

La République du Ghana, située en Afrique de l'Ouest, a pris la décision de suspendre officiellement ses relations diplomatiques avec la prétendue « rasd » (République arabe sahraouie démocratique), un mouvement séparatiste autoproclamé soutenu par l'Algérie qui revendique la souveraineté sur le Sahara atlantique marocain.

Cette décision a été rendue publique à travers un document officiel émis par le ministère des Affaires étrangères et de l'intégration régionale de la République du Ghana. Ce dernier a adressé une note formelle au ministère marocain des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, l'informant de cette mesure.



Khadija Bendam nommée 1ère vice-présidente du Conseil International des Sociétés Nucléaires

L'experte marocaine, Khadija Bendam, est devenue, à partir du mercredi 01 Janvier, première Vice-Présidente du Conseil International des Sociétés Nucléaires (INSC), une organisation internationale fondée en 1990 et regroupant des sociétés nucléaires du monde entier.



MARRAKECH : UN PROJET AMBITIEUX DE 150 UNITÉS INDUSTRIELLES !

Le 1er janvier 2025, Marrakech se prépare à entamer un projet de grande envergure qui pourrait transformer son paysage industriel. Lors d'une réunion stratégique animée par le wali de la région Marrakech-Safi le 30 décembre 2024, les autorités ont dévoilé leur plan visant à établir 150 unités industrielles sur une vaste superficie de 10 hectares. Cette initiative ne se limite pas à la création d'emplois ; elle vise également à relocaliser les activités industrielles qui, jusqu'à présent, cohabitaient avec des zones résidentielles, soulevant ainsi des préoccupations en matière de sécurité et de qualité de vie.

Marrakech prend le virage de l'industrie durable :

L'un des principaux objectifs de ce projet est de minimiser les risques associés à la proximité des unités industrielles avec les habitations. En déplaçant ces activités vers des zones spécialement aménagées, les autorités espèrent offrir un cadre de vie plus sain aux résidents. Les nouvelles unités seront bâties selon des normes strictes de

sécurité, intégrant des infrastructures modernes telles que des installations sanitaires, des services administratifs et des systèmes de sécurité avancés, garantissant ainsi un environnement de travail sûr et efficace.

Pour veiller à la bonne marche du projet, le wali a mis en place des comités techniques spécialisés, chargés de superviser chaque phase du développement. Ces équipes auront également pour mission de s'assurer que les objectifs de développement économique et infrastructurel soient atteints.

Ce projet s'inscrit dans une vision plus large de dynamisation de l'économie locale, tout en répondant aux attentes des habitants et des acteurs économiques. En investissant dans cette infrastructure, Marrakech réaffirme son engagement à renforcer son attractivité économique tout en respectant les exigences d'un urbanisme durable. Ce chantier pourrait bien marquer le début d'une nouvelle ère pour la ville, où l'industrie et la qualité de vie des citoyens coexistent harmonieusement.



L'inauguration du magasin Carrefour à Oujda





Brèves Eco Business & emploi & Habitat : Maroc : 17,4 millions de touristes, record pulvérisé !

Le Maroc a établi un nouveau record touristique en 2024, accueillant 17,4 millions de visiteurs, soit une hausse de 20 % par rapport à 2023. Ce chiffre dépasse les objectifs initialement fixés pour 2026. La performance repose sur une augmentation des arrivées tant des touristes étrangers (+23 %) que des Marocains résidant à l'étranger (+17 %), avec une répartition presque équitable entre les deux segments. La ministre du Tourisme, Fatim-Zahra Ammor, a salué cette réussite, fruit d'investissements stratégiques et de la mobilisation des acteurs du secteur. Le Maroc consolide ainsi sa position de première destination touristique en Afrique.

Une nouvelle ligne maritime Agadir- Cadix pour booster les échanges entre le Maroc et l'Espagne

Le projet d'une ligne maritime de fret entre Agadir et Cadix est en discussion, visant à renforcer les relations commerciales entre le Maroc et l'Espagne. Cette initiative stratégique faciliterait l'accès des produits de Souss-Massa aux marchés européens et créerait un flux commercial équilibré. Des échanges entre acteurs économiques des deux régions sont en cours pour évaluer la faisabilité technique et logistique du projet. Parallèlement, la ligne maritime Agadir-Dakar sera opérationnelle dès février 2025, offrant un lien renforcé avec l'Afrique de l'Ouest



L'or perd son éclat après quatre semaines dorées

Après quatre semaines de hausse, les prix de l'or ont reculé légèrement, atteignant 2.659,62 dollars l'once au comptant, face à des prises de bénéfices et en anticipation du rapport sur l'emploi américain. Ce rapport est attendu pour clarifier la politique monétaire de la FED en 2025. Les contrats à terme sur l'or ont, eux, progressé de 0,2 % à 2.678,30 dollars. Les autres métaux précieux, comme l'argent, le platine et le palladium, ont affiché des performances variées, avec des reculs pour les deux derniers

L'INFO EN FACE AVEC NABILA RMILI



MATIN TV

L'INFO EN FACE

LUNDI 6 JANVIER - 21H

GRAND FORMAT AVEC ...

NABILA RMILI
MAIRE DE CASABLANCA

RACHID HALLAOUY

À VOIR SUR :   

VIDÉO DE LA SEMAINE



SCAN ME



Commission nationale des investissements : 171 projets approuvés

La Commission nationale des investissements a approuvé un total de 171 projets, dont 53 financés par des investissements étrangers provenant de 18 pays, pour un montant global estimé à environ 94 milliards de dirhams (MMDH), a indiqué, mardi à Rabat, le ministre délégué chargé de l'Investissement, de la Convergence et de l'Évaluation des politiques publiques

PLUS D'UN MILLION DE TOURISTES EN 2024 POUR ESSAOUIRAMOGADOR

L'année 2024 a marqué un tournant historique pour EssaouiraMogador, qui a accueilli plus d'un million de touristes, selon M. Redwane Khamne, président du Conseil Provincial du Tourisme (CPT) d'Essaouira. Ce chiffre, associé à un total de plus de 3 millions de nuitées enregistrées dans les établissements classés, confirme la dynamique exceptionnelle que connaît la Cité des Allizés. L'une des évolutions majeures de 2024 a été l'effacement progressif des saisonnalités touristiques. Désormais, Essaouira attire un flux constant de visiteurs tout au long de l'année, quelle que soit la saison. Cette tendance s'explique en partie par les efforts soutenus de la société civile souirite, notamment l'Association EssaouiraMogador, qui joue un rôle central dans la promotion de la culture et des arts à travers l'organisation de nombreux festivals, forums et conférences.



Plus de 458 millions de dirhams en 2024 pour les exportations artisanales de Marrakech

Les exportations de produits artisanaux à Marrakech ont connu une hausse remarquable en 2024, atteignant une valeur de 458,5 millions de dirhams. Ce chiffre consolide la position de la cité Ocre en tant que principal pôle de l'artisanat au niveau national. Selon les données de la Direction Régionale de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire de Marrakech-Safi, cette performance représente une progression de 41 % par rapport à 2023, où les exportations s'élevaient à 325,14 millions de dirhams. Cette augmentation significative est en grande partie due à la hausse de la demande pour les produits artisanaux marocains aux États-Unis, où les exportations ont bondi de plus de 80 %. Les pays arabes et l'Espagne ont également affiché une progression notable de 61 %. Les États-Unis demeurent la première destination des produits artisanaux de Marrakech, avec une valeur d'exportation de 187 millions de dirhams, soit près de 20 % du total.



70%



Étude : 70% des ménages marocains n'ont pas de voiture

Le marché automobile marocain continue de susciter un vif intérêt en raison de ses perspectives de développement prometteuses. Une récente étude réalisée dans le cadre de l'enquête Sunergia offre un éclairage sur les comportements des Marocains en matière de motorisation, d'entretien des véhicules et de projets d'achat.

CHAÏBIA ET COBRA : L'EXPOSITION QUI RÉINVENTE LES CODES DE L'ART MODERNE

Quand l'art transcende les frontières géographiques et culturelles, il donne naissance à des dialogues inattendus et captivants. C'est précisément ce que propose le Musée Mohammed VI d'art moderne et contemporain (MMVI) avec son exposition « Chaïbia/CoBRA : au croisement des libertés », ouverte jusqu'au 3 mars 2025.

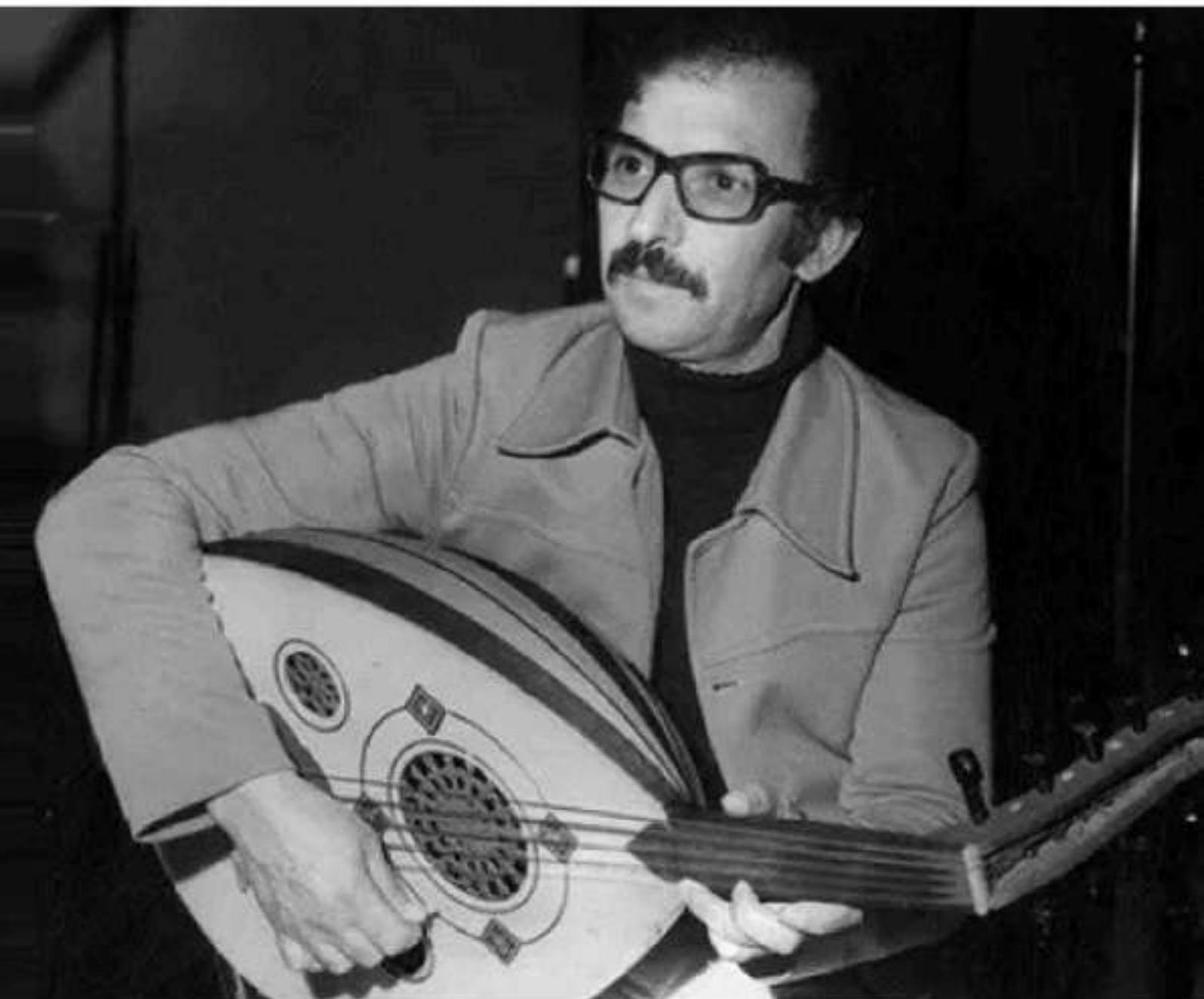
Ce rendez-vous artistique met en lumière deux univers aussi singuliers qu'audacieux : celui de Chaïbia Tallal, icône de l'art marocain, et celui du mouvement artistique européen CoBRA, né dans les années 1940. À travers cette exposition, le musée invite les visiteurs à explorer la manière dont ces deux visions ont redéfini les codes de l'art moderne tout en célébrant une liberté créative sans compromis.

Chaïbia Tallal, autodidacte et figure majeure de l'art brut marocain, a toujours fasciné par son approche instinctive de la peinture. Ses œuvres, éclatantes de couleurs et empreintes d'une énergie brute, traduisent une spontanéité rare et un refus des conventions académiques. De l'autre côté, le mouvement CoBRA, acronyme des villes Copenhague, Bruxelles et Amsterdam est né dans un contexte européen marqué par l'après-guerre. Ce collectif d'artistes prônait un retour à une expression libre, dépouillée des contraintes techniques ou intellectuelles imposées par les écoles d'art traditionnelles. Inspirés par l'art primitif, les dessins d'enfants et l'instinct pur, les membres de CoBRA ont cherché à libérer les formes et les couleurs pour laisser place à l'émotion brute.

L'exposition « Chaïbia/CoBRA » propose un dialogue visuel inédit entre ces deux démarches artistiques. Bien que géographiquement et culturellement éloignées, elles partagent une quête commune : celle de briser les carcans des traditions artistiques pour donner voix à une créativité sincère et décomplexée. Les visiteurs pourront ainsi admirer des œuvres qui célèbrent la couleur, la forme et la matière comme outils d'expression pure. Ce croisement des libertés artistiques nous rappelle que l'art, dans sa forme la plus authentique, est universel et intemporel.

Pour les amateurs d'art comme pour les curieux en quête de découvertes culturelles, cette exposition représente une opportunité unique de plonger dans l'univers vibrant de deux visions artistiques révolutionnaires. Une invitation à célébrer la puissance libératrice de la créativité.





La scène artistique marocaine est en deuil. L'auteur-compositeur Mohammed Ben Abdeslam est décédé ce jeudi matin des suites d'une longue maladie, apprend l'Infomédiaire.

IL NOUS A QUITTÉ !

@lodjmaroc      



Projet de loi n° 33.22 : trésors marocains sous protection

Un pas décisif pour préserver le patrimoine marocain sous toutes ses formes Le Maroc renforce son arsenal législatif avec le projet de loi n° 33.22, dédié à la protection de son patrimoine matériel, immatériel, naturel et subaquatique. Ce texte innovant élargit la définition du patrimoine, intègre la numérisation pour sa préservation et lutte contre le trafic illicite des biens culturels. Il met également en avant les « trésors humains vivants » et propose des mesures pour contrer l'appropriation étrangère de symboles identitaires comme le caftan. Alignée sur les conventions internationales, cette réforme valorise l'identité marocaine tout en répondant aux défis contemporains, tels que le développement culturel et la transformation numérique.

La troisième édition flamboyante du Festival Marocain de la Musique Andalousse

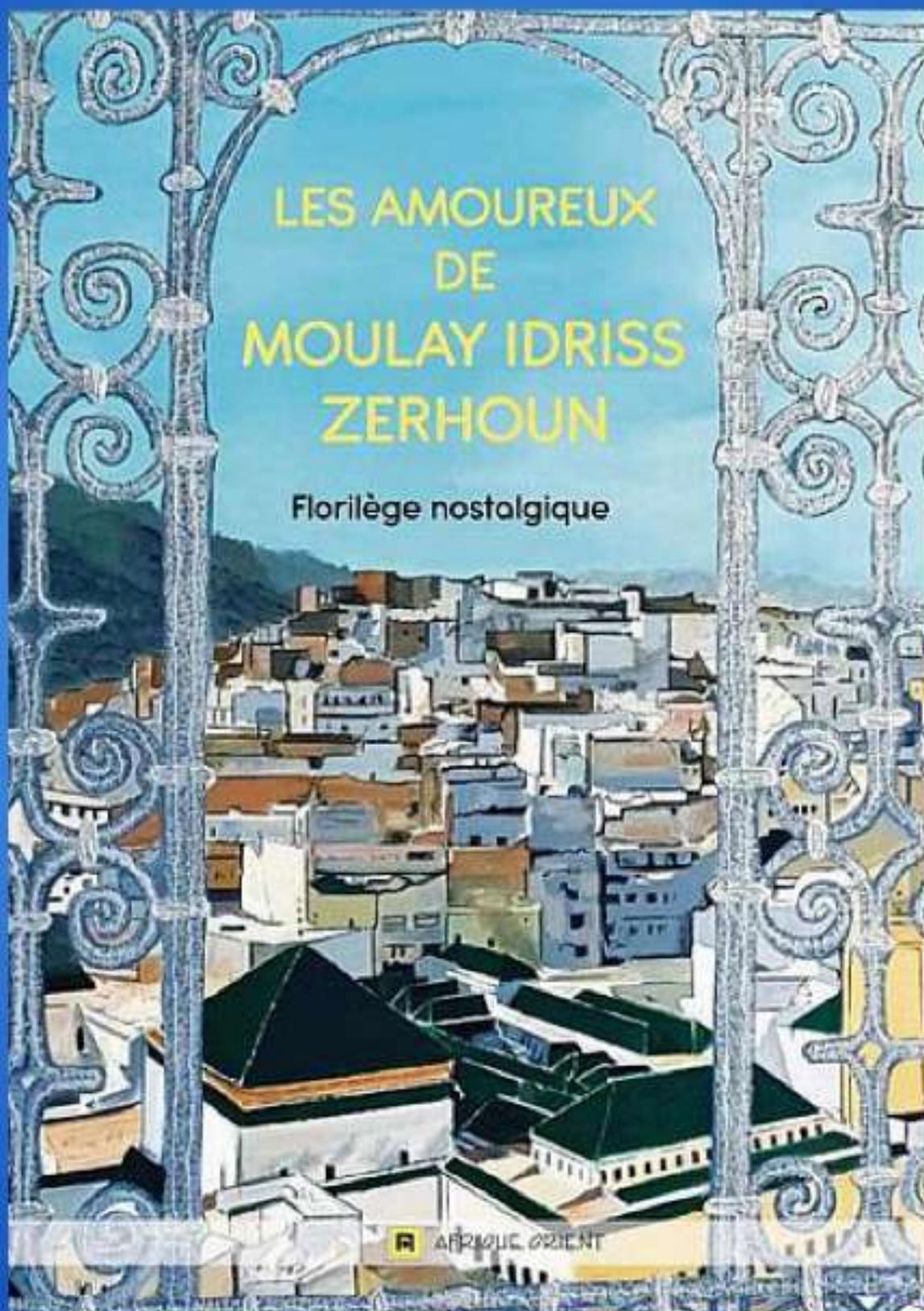
« Les Echos Intemporels de la Musique Marocaine : Le Maroc à la croisée des Cultures » Fort du succès retentissant des deux premières éditions, ayant rassemblé plus de 9000 passionnés, le Festival Marocain de la Musique Andalousse (FMMA) s'impose comme un rendez-vous incontournable de la scène culturelle. Pour inaugurer la saison culturelle 2025, l'Association Marocaine de la Musique Andalousse (AMMA) est fière d'annoncer une troisième édition flamboyante du Festival Marocain de la Musique Andalousse, les 16, 17 et 18 Janvier 2025 à 20H30, à l'Ex-Eglise Sacré-Cœur de Casablanca, sous l'égide du Ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication.



«Intra-Muros» : le théâtre brise les murs au Maroc

La pièce primée «Intra-Muros» d'Alexis Michalik arrive à Casablanca et Rabat les 22 et 23 janvier Le chef-d'œuvre d'Alexis Michalik, «Intra-Muros», débarque au Maroc pour deux représentations exclusives : le 22 janvier à Casablanca et le 23 janvier à Rabat. Ce drame poignant explore culpabilité, résilience et relations humaines, plongeant les spectateurs dans l'univers d'un atelier de théâtre en prison. Interprétée par cinq comédiens et accompagnée de musique en live, cette pièce offre une immersion émotionnelle intense. Saluée pour sa mise en scène audacieuse et ses récits entremêlés, Michalik, auteur aux 5 Molières, prouve une fois encore le pouvoir transformateur du théâtre.

Livre : "Les amoureux de Moulay Idriss Zerhoun"





Essaouira danse au rythme du jazz

Festival «Jazz sous l'Arganier» : La magie du jazz envoûte Essaouira lors de la 8e édition La 8e édition du festival « Jazz sous l'Arganier » a illuminé Essaouira avec une série de concerts captivants. Au « Dar Souiri », des talents internationaux ont fusionné jazz, rythmes afro-jazzy et traditions asiatiques. Le public cosmopolite a vibré au son des performances exceptionnelles du trio Saiko et du groupe « Jazz'in », saluant chaque note avec des ovations. Le festival a renforcé la place d'Essaouira comme un carrefour culturel vibrant, avec des concerts, des ateliers et des « Jam Sessions » improvisées, rendant hommage à l'innovation musicale.

LE MALHOUN EN LUMIÈRE AUDIOVISUELLE

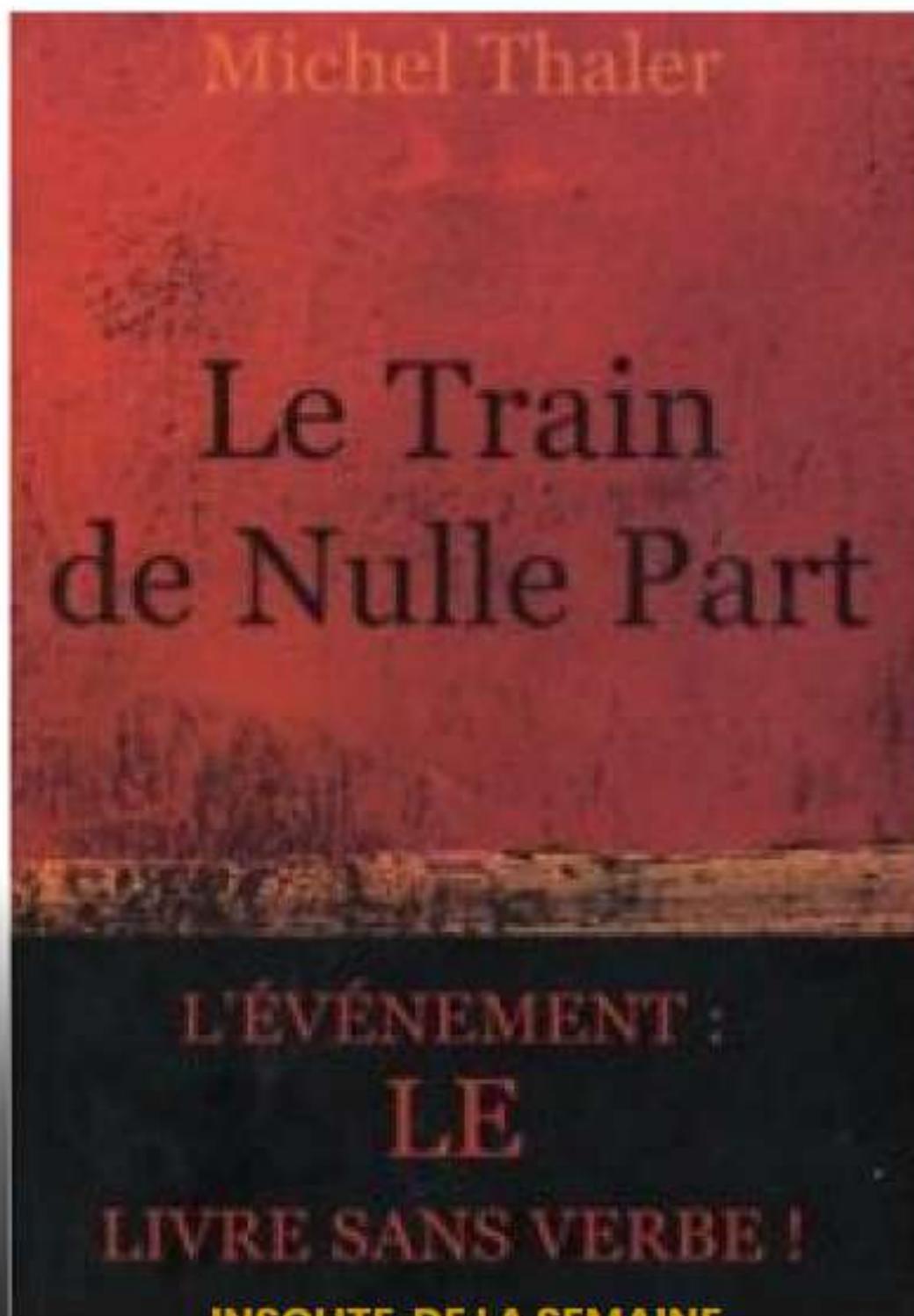
L'Académie du Royaume dévoile une anthologie documentaire du Malhoun, patrimoine culturel immatériel L'Académie du Royaume du Maroc lance une anthologie audiovisuelle dédiée au Malhoun, art classé patrimoine immatériel de l'Unesco. Cette œuvre regroupe 120 textes poétiques annotés, interprétés par 110 musiciens et chanteurs, représentant diverses générations. Ce projet, fruit de l'engagement royal pour la préservation du patrimoine, met en lumière les richesses artistiques, linguistiques et humaines du Malhoun. Abdelmajid Fennich, coordinateur général, souligne que cette initiative complète les recueils publiés, offrant un hommage visuel et sonore à cet héritage culturel unique.



«Le Boultek ouvre l'année en musique»

Une saison culturelle vibrante démarre au Boultek avec des hommages à la culture amazighe et des soirées éclectiques Le Boultek, centre dédié aux musiques urbaines et alternatives, dévoile une programmation 2025 riche en diversité. Pour célébrer le Nouvel An amazigh le 12 janvier, Id Ousgwass, DJ Anïa et Tasuta Nimal se produiront, accompagnés de mets traditionnels de Yennayer. Les mois suivants incluront des soirées Rap/Hip Hop avec Dollypran et Figoshin, un spectacle de Kabareh Cheikhats le 1er février, et une soirée Metal lors de la 5e édition de Mosh Kill le 8 février. Clôture avec une soirée danse et musique le 21 février, le Boultek confirme son rôle de pilier culturel à Casablanca.

"Le train de nulle part" de Michel Thaler : un roman qui ne contient aucun verbe



INSOLITE DE LA SEMAINE

@lodjmaroc      

Montres connectées : des compagnons de sport ou des menaces pour la santé ?

Le 3 janvier 2025, une nouvelle étude publiée dans la revue scientifique *Environmental Science & Technology Letters* soulève des inquiétudes quant à l'impact des montres connectées sur la santé.

Ces dispositifs, largement adoptés par les sportifs et les consommateurs en quête de praticité, pourraient en réalité dissimuler des dangers insoupçonnés.

L'étude révèle que les matériaux utilisés dans la fabrication de ces montres contiennent des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées, communément appelées PFAS, qualifiées de polluants éternels.

Des polluants à votre poignet !



Montres Connectées : Un Accessoire à Double Tranchant pour la Santé

Les PFAS sont connus pour leur persistance dans l'environnement et leur capacité à s'accumuler dans les organismes vivants.

Selon les chercheurs, ces substances nocives peuvent être libérées par les montres connectées et absorbées par la peau des utilisateurs.

Ce phénomène pose des questions cruciales sur la sécurité des produits que nous utilisons quotidiennement.

Les montres, qui sont souvent perçues comme des alliées pour le suivi de la santé, pourraient ainsi devenir un vecteur de pollution chimique.

En plus des risques pour la santé, cette découverte soulève des préoccupations plus larges sur l'impact environnemental de ces technologies.

Alors que l'innovation technologique continue d'évoluer à un rythme effréné, il est impératif que les fabricants prennent en compte les conséquences potentielles de leurs produits sur la santé humaine et l'environnement.

Cette étude incite à une réflexion profonde sur l'usage des montres connectées et sur la nécessité d'une réglementation stricte concernant les matériaux utilisés dans leur conception.

C'ÉTAIT MIEUX AVANT



ABDELAZIZ GOUGAS

C'ÉTAIT MIEUX AVANT ...



SCAN ME

CHRONIQUE VIDÉO

@lodjmaroc      



Avaler du plastique, un mal invisible ?

Les microplastiques, omniprésents dans notre environnement, s'infiltrent dans le corps humain via l'inhalation et l'ingestion, touchant divers organes comme le foie, les poumons ou même le placenta.

Des études récentes suggèrent un lien entre leur accumulation et des pathologies telles que les inflammations, la thrombose, ou encore certains cancers.

Bien que les preuves demeurent limitées, les chercheurs soulignent l'urgence d'agir pour limiter l'exposition humaine à ces particules invisibles mais potentiellement nocives.

Pourquoi embrasser un nouveau-né peut mettre sa santé en danger

Embrasser un nouveau-né peut sembler inoffensif, mais son système immunitaire immature le rend vulnérable à des infections graves, comme l'herpès ou les bactéries intracellulaires.

Des micro-organismes sans danger pour les adultes peuvent causer des maladies mortelles chez les nourrissons, notamment des septicémies et des méningites. Les médecins recommandent d'éviter les contacts directs avec leur visage ou leur bouche, de se laver les mains, et de reporter toute visite en cas de maladie.



Groupe sanguin : l'AVC dans vos gènes ?

Une étude publiée dans *Neurology* révèle que le groupe sanguin A1 est associé à un risque accru de 16 % d'accident vasculaire cérébral (AVC) avant 60 ans, tandis que le groupe O1 réduit ce risque de 12 %.

Ce lien serait lié aux facteurs de coagulation sanguine. Toutefois, le risque disparaît après 60 ans, suggérant des mécanismes distincts selon l'âge.

Bien que ces résultats ouvrent la voie à une médecine personnalisée, ils ne remplacent pas les mesures classiques de prévention comme une alimentation équilibrée et l'activité physique.

Brèves Santé & Conso



Caféine : le grain qui trouble vos nuits

La caféine, présente dans le café, le thé ou encore le maté, agit en bloquant les récepteurs sédatifs du cerveau, ce qui peut retarder l'endormissement et altérer la qualité du sommeil.

Cependant, ses effets varient selon des facteurs tels que l'âge, des conditions médicales, la génétique ou encore le tabagisme.

Par exemple, les fumeurs métabolisent la caféine plus rapidement, tandis que les personnes âgées l'éliminent plus lentement. Pour ceux sensibles à ses effets, limiter sa consommation à une tasse par jour est recommandé.

Médicaments en ligne : danger sur ordonnance

Le ministre de la Santé, Amine Tahraoui, a exprimé sa vive préoccupation concernant la vente illégale de médicaments en ligne, un phénomène en pleine expansion au Maroc.

Lors d'une séance à la Chambre des conseillers, il a averti des graves risques sanitaires associés à cette pratique non réglementée.

Le ministre a également détaillé les mesures légales instaurées pour contrer cette menace croissante à la santé publique.



Feux d'artifice : quand beauté rime avec toxicité

Les feux d'artifice, composés de substances toxiques comme les métaux lourds et le perchlorate, aggravent la pollution de l'air de 42 % dans les zones touchées.

Cette pollution affecte la santé humaine, notamment la thyroïde, et contamine l'eau et les sols, menaçant plantes et animaux. Des alternatives "eco-friendly" existent, utilisant moins de produits chimiques et des matériaux biodégradables, mais leur impact environnemental reste significatif.



Les Marocains aux États-Unis : un revenu moyen qui dépasse les attentes

Avec un revenu annuel moyen supérieur à 69.500 dollars, les Marocains figurent parmi les migrants africains les mieux rémunérés aux États-Unis.

Une réussite notable

Le Maroc occupe la 8^e place parmi les pays africains dont les citoyens migrants perçoivent les revenus les plus élevés aux États-Unis, selon l'Office américain des statistiques.

Les Marocains résidant sur le sol américain gagnent un revenu annuel moyen supérieur à 69.500 dollars, illustrant une réussite notable dans un environnement compétitif.

En tête du classement figurent les Sud-Africains, avec un revenu familial annuel moyen d'environ 108.000 dollars, suivis par les Kenyans (93.500 dollars) et les Camerounais (plus de 90.000 dollars).

Certains dépassent les Américains

Ce rapport, publié par « Africa Business Insider », met également en lumière que certains migrants africains surpassent le revenu familial moyen des Américains, établi à 77.000 dollars.

Selon ce document, l'immigration est bénéfique à la fois pour les pays d'accueil et d'origine : elle comble les lacunes du marché du travail aux États-Unis tout en générant des transferts financiers essentiels pour les familles des pays d'origine, améliorant ainsi leur sécurité alimentaire, leur éducation et leur qualité de vie.



Des défis subsistent

Malgré une croissance économique régulière depuis le début du XXI^e siècle, l'Afrique demeure le continent avec le revenu moyen par habitant le plus bas au monde.

Les conflits armés et les régimes autoritaires accentuent les déplacements de populations.

Un tiers de la population subsaharienne et environ 7 % de celle de l'Afrique du Nord vivent dans une pauvreté extrême.

Le nombre de personnes touchées a augmenté, passant de 285 millions en 1990 à environ 468 millions aujourd'hui, selon le rapport.

Les Marocains, en revanche, illustrent une dynamique migratoire réussie, renforçant leur position parmi les diasporas africaines les mieux intégrées et les plus performantes aux États-Unis.

L'ODJ
L'OPINION DES JEUNES



🎯 Maximisez Votre Carrière Grâce au Networking Efficace 🤝✍️

[#Networking](#) [#Opportunités](#) [#Carrière](#)

@lodjmaroc      



Jihane Berrada parmi les Morocco's Under 40

À 36 ans, Jihane Berrada brille en figurant parmi les "Morocco's Under 40". Directrice mondiale des partenariats chez Generation, elle œuvre pour la mobilité économique des jeunes, un enjeu central au Maroc. Son engagement, marqué par une vision novatrice, a permis de développer des programmes de formation adaptés aux besoins du marché.

Son parcours reflète une nouvelle génération de leaders marocains tournés vers l'impact social. Inspirante pour les jeunes, elle incarne l'espoir d'un avenir plus inclusif et prospère.

Une indemnisation de 25.000 dirhams pour la morsure d'un chien errant

Le tribunal administratif de Fès condamne une indemnisation de 25.000 dirhams pour la morsure d'un chien errant

Le tribunal administratif de Fès a tranché dans une affaire touchant de près une famille de la ville. Un enfant, mordu par un chien errant à proximité de sa maison, a conduit à une décision judiciaire visant à indemniser sa famille à hauteur de 25.000 dirhams. Cette somme représente une reconnaissance des dommages subis et met en lumière la question préoccupante des chiens errants dans la région.



Dormir chez IKEA ? Votre rêve devient réalité !

Envie d'une expérience unique ? IKEA lance un concours pour offrir à 160 participants une nuit exceptionnelle dans plusieurs de ses magasins belges, les 24 et 25 janvier.

Les gagnants profiteront d'un dîner, d'activités comme le yoga ou le cinéma, et dormiront dans une chambre aménagée.

Au réveil, un petit-déjeuner et des goodies les attendent. Pour participer, il suffit d'être membre du programme IKEA Family et de s'inscrire en ligne.

Nofal Bin Musa « Sofia Talouni » annonce son repentir et la rétractation de sa transformation sexuelle

Dans un geste inattendu, Nofal Ben Moussa, anciennement connu sous le nom de « Sofia Talouni », a annoncé son repentir et son retour au chemin de vie qu'il juge approprié pour lui, se retirant de sa carrière antérieure comme l'une des personnalités les plus marquantes qui ont suscité la controverse en le domaine de la transformation sexuelle.



BUZZ DE LA SEMAINE

@lodjmaroc



Brèves Lifestyle



L'astuce pour empêcher l'eau de bouillir et de déborder

Une cuillère en bois contre les débordements

Pour éviter que l'eau ou la soupe ne déborde de votre casserole en ébullition, posez simplement une cuillère en bois sur le dessus.

Le bois empêche les bulles de monter trop haut et stoppe les débordements. Une méthode simple, efficace et sans effort pour garder votre cuisinière propre. Plus besoin de surveiller votre casserole comme un faucon !

Une pince à linge pour éviter les gouttes

Marre des gouttes d'huile qui coulent le long des bouteilles et salissent vos surfaces ?

Essayez cette astuce simple : fixez une pince à linge en bois sur le col de la bouteille, juste sous le bec verseur.

En retenant les gouttes, elle évite les éclaboussures et garde vos plans de travail impeccables.

Facile à mettre en place, cette solution ne nécessite aucun matériel coûteux. Un incontournable pour une cuisine propre et fonctionnelle au quotidien !



Une astuce pour chasser l'humidité dans vos espaces de vie

Un bol et du riz contre l'humidité

Saviez-vous que le riz peut être un allié contre l'humidité ? Placez une petite quantité de riz dans un bol ou un sachet en tissu, puis déposez-le dans des endroits enclins à la moiteur, comme les armoires ou les coins sombres.

Le riz absorbe l'excès d'humidité, réduisant ainsi les risques de moisissures. Une méthode économique et écologique pour assainir vos espaces !



WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

R212
L2DJ

Wifi à bord des avions de la RAM

Royal Air Maroc (RAM), la compagnie nationale marocaine, a franchi une étape importante dans l'amélioration de l'expérience passager en intégrant le wifi à bord de ses avions. Le 24 novembre 2024, RAM a réceptionné son dernier Boeing Dreamliner 787-9, équipé d'une connexion internet en vol. Ce nouvel appareil est destiné principalement aux vols long-courriers, notamment sur la ligne stratégique Casablanca-Pékin. Un second Dreamliner, également équipé de cette technologie, est attendu dans les prochains mois.

Cette avancée technologique marque une volonté claire de la compagnie de se positionner parmi les leaders du transport aérien africain en proposant des services modernes et compétitifs.

À une époque où la connectivité est devenue essentielle, cette initiative répond à une demande croissante des voyageurs d'affaires et des particuliers qui souhaitent rester connectés, même à 10 000 mètres d'altitude.



Cette innovation pourrait renforcer l'attractivité de RAM face à la concurrence internationale, notamment des compagnies du Golfe qui dominent le marché des vols long-courriers. En offrant un service de wifi à bord, RAM espère séduire davantage de passagers premium et fidéliser sa clientèle existante.

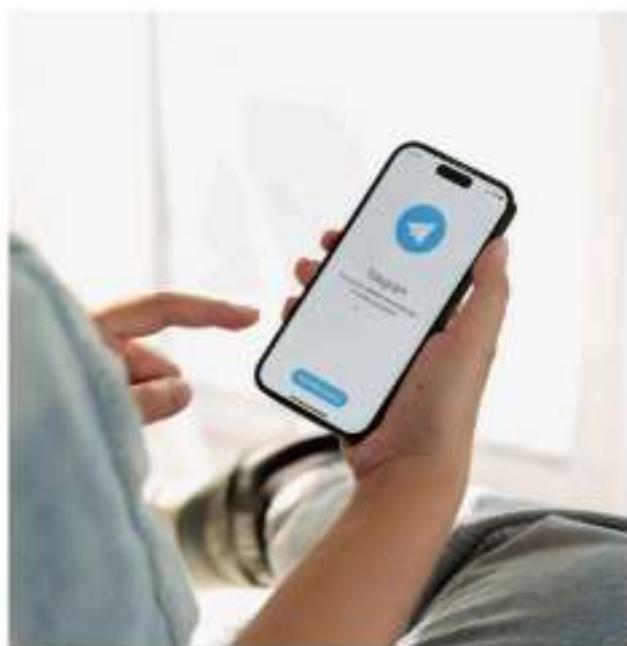
Par ailleurs, elle reflète également une tendance globale à intégrer la technologie dans les services de transport pour répondre aux besoins des consommateurs modernes. Cependant, des questions se posent quant au coût de ce service pour les passagers et à son accessibilité pour tous.

Des compagnies comme Emirates ou Qatar Airways proposent déjà des services de wifi à bord depuis plusieurs années. RAM, en adoptant cette technologie, se rapproche de ces standards internationaux. En Afrique, peu de compagnies disposent de cette capacité, ce qui confère à RAM un avantage concurrentiel régional.

L'intégration du wifi à bord des avions de RAM est une avancée prometteuse pour la compagnie, mais elle devra s'assurer que ce service soit fiable et accessible financièrement à une large clientèle. À long terme, cette initiative pourrait contribuer à renforcer la position de RAM sur le marché mondial, tout en stimulant le tourisme et les affaires au Maroc.

Lancement du Programme "Video Game Creator" au profit de 40 jeunes marocains





Telegram : un badge contre les arnaques

Telegram introduit une vérification décentralisée innovante pour protéger ses utilisateurs des faux comptes et des arnaques.

En plus du badge bleu pour les comptes officiels, certaines organisations vérifiées par Telegram peuvent désormais attribuer des icônes de vérification supplémentaires à d'autres utilisateurs ou discussions. Cette fonctionnalité permet, par exemple, à des entreprises de certifier les comptes de leurs employés ou leurs groupes.

D'autres nouveautés incluent des collectibles NFT, un lecteur de QR codes intégré et des filtres de recherche améliorés.

YouTube : un cache trop lourd ralentit vos appareils

Le cache YouTube, comme celui de nombreuses applications, stocke des données liées à vos habitudes de navigation, ce qui peut encombrer votre smartphone ou ordinateur et ralentir leur fonctionnement.

Vider régulièrement ce cache libère de l'espace et améliore les performances. Sur Android, cette opération est simple via les paramètres système, alors qu'elle reste plus complexe sur iOS.

En allégeant l'application, vous pouvez prolonger la fluidité de vos appareils tout en optimisant leur stockage.



Grok : l'IA gratuite et astucieuse de X

Le réseau social X, anciennement Twitter, intègre Grok, une IA développée par le laboratoire xAI d'Elon Musk.

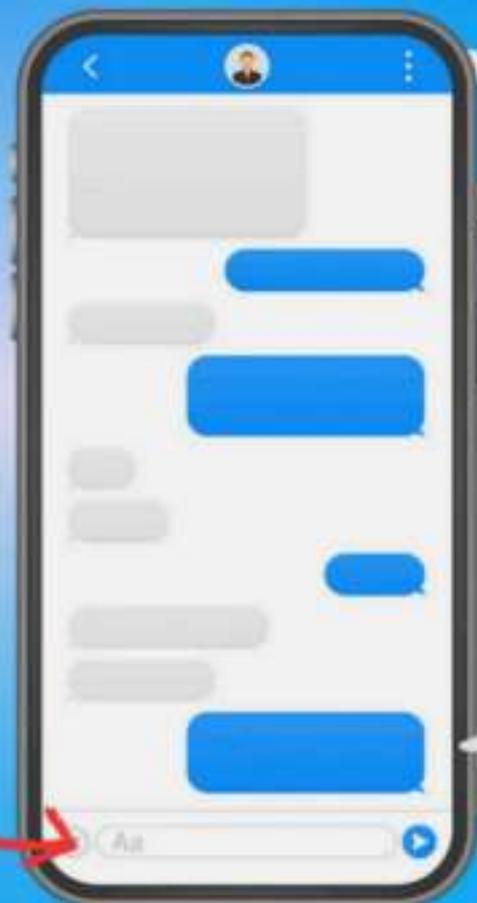
Gratuitement accessible depuis décembre avec des limites d'usage, Grok permet d'analyser des images directement sur la plateforme, une fonctionnalité pratique pour interpréter graphiques ou infographies sans quitter l'application.

Cette IA propose aussi brainstorming, générateur d'images, et utilise le modèle Grok-2, plus rapide et précis.

Cette intégration s'inscrit dans la vision de Musk pour transformer X en une super application multifonctionnelle, avec des nouveautés comme X Money en préparation.

L'ODJ CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME





ChatGPT Pro à 200 \$: un prix qui ne paye pas ?

Lancé en décembre, l'abonnement ChatGPT Pro à 200 dollars cible des utilisateurs intensifs comme les chercheurs et ingénieurs. Malgré ce tarif élevé, OpenAI ne génère pas de bénéfices.

Selon Sam Altman, le PDG d'OpenAI, le prix initialement fixé n'anticipe pas l'usage intensif, engendrant des coûts élevés en calcul et en énergie.

Cet abonnement offre des modèles IA avancés comme o1 pro, mais la situation souligne les défis financiers liés à l'IA, malgré les milliards de revenus d'OpenAI et sa valorisation impressionnante.

Apple Intelligence : de 4 à 7 Go... et ça continue !

Apple Intelligence, l'outil IA qui fonctionne localement sur les iPhones, iPads et Mac compatibles, voit ses besoins de stockage augmenter.

Initialement fixé à 4 Go, l'espace requis atteint désormais 7 Go après la mise à jour iOS 18.2, qui introduit des fonctionnalités comme ChatGPT pour Siri et Visual Intelligence.

Ce chiffre pourrait grimper à 10 Go avec les futures améliorations, dont une version enrichie de Siri. Bien que cela témoigne des progrès de l'IA, les utilisateurs devront gérer avec soin leur espace de stockage.



The Frame Pro : l'art et la tech en fusion

Au Consumer Electronics Show (CES 2025), Samsung a présenté The Frame Pro, une version améliorée de son téléviseur iconique The Frame.

Intégrant la technologie Mini LED, il promet une luminosité accrue, des contrastes renforcés, et un taux de rafraîchissement de 144 Hz pour des visuels fluides. Doté d'une connectivité sans fil sur 10 mètres et enrichi par des fonctionnalités d'IA, ce modèle allie élégance et performance.

Prévu pour le printemps, son prix reste à dévoiler, mais il suscite déjà un fort engouement parmi les amateurs de tech et de design.



L'ODJ
L'OPINION DES JEUNES



**Rejoignez notre chaîne WhatsApp
pour ne rien rater de l'actualité !**



@lodjmaroc      

BILAN MOROSE POUR LE MARCHÉ DES VOITURES ÉLECTRIQUES EN 2024

Le début de l'année 2025 apporte une nouvelle décevante pour les passionnés de voitures électriques. Alors que l'on espérait une croissance continue de ce marché en pleine expansion, les immatriculations ont chuté de 2,2 % en 2024, selon les premières statistiques dévoilées par la Plateforme Automobile. Ce recul s'inscrit dans un contexte plus large de baisse des ventes automobiles en France, qui ont enregistré une diminution de 3,2 %, avec un total de 1.718.416 immatriculations. Ce chiffre rappelle les temps difficiles d'avant la pandémie, où le seuil des deux millions de voitures neuves semblait être la norme.

Les voitures électriques en panne de croissance !

Malgré l'arrivée de nouveaux modèles prometteurs comme la Citroën ë-C3 et la Renault 5, ces lancements ont eu lieu trop tard pour compenser le déclin.

Au début de l'année, le marché électrique avait pourtant connu un bon départ, soutenu par le leasing social, qui a permis d'immatriculer 50.000 véhicules électriques dans le premier semestre. À ce moment-là, les chiffres étaient encourageants, affichant une hausse de 2,8 %. Cependant, la situation s'est rapidement détériorée, en grande partie à cause des incertitudes politiques et économiques qui ont suivi la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Cette atmosphère d'attente a pesé sur les décisions d'achat, d'autant plus que les aides gouvernementales à l'achat de véhicules électriques ont été réduites au 2 décembre, ajoutant une pression supplémentaire sur les constructeurs. En 2025, ces derniers commencent l'année avec une inquiétude palpable, car ils doivent impérativement relancer les ventes pour éviter des sanctions financières liées à des normes CO2 de plus en plus strictes. Le classement des modèles électriques les plus vendus en 2024 sera bientôt révélé, mais l'heure est à la réflexion pour un secteur en quête de renouveau.



et de la France avec 3,83 milliards de dollars. Les exportations du secteur automobile ont constitué 16,4 % des exportations totales de la Turquie, soulignant son rôle central en tant que pilier de l'économie turque.

Selon un rapport de l'Union des exportateurs "Oluğdag" pour l'automobile, le secteur automobile offre directement environ 250 000 emplois, dont 50 000 dans les industries de base et 200 000 dans les industries auxiliaires.

En incluant les emplois indirects dans les réseaux de distribution, les services logistiques et les centres de maintenance agréés et privés, le nombre total d'emplois atteint 1,25 million, mettant en lumière son impact significatif sur l'économie et le marché du travail en Turquie.

La Turquie a connu une croissance sans précédent des ventes de véhicules électriques, avec une augmentation de 257,3 % au cours des cinq premiers mois de cette année par rapport à la même période de 2023.

L'Autorité de régulation du marché de l'énergie en Turquie prévoit que le nombre de véhicules électriques dans le pays atteindra environ 180 000 d'ici 2025, avec des prévisions indiquant que les véhicules électriques représenteront 30,4 % des ventes de voitures locales d'ici 2032, selon Bloomberg.

La société turque TOGG continue de renforcer sa position sur le marché des véhicules électriques en Turquie, enregistrant des ventes de 24 361 véhicules au cours des 11 premiers mois de cette année, ce qui lui confère une part de marché de 29 %, selon les données de l'Association des agents de sociétés automobiles.

Les ventes de véhicules entièrement électriques ont connu une croissance de 38,6 %, avec un total de 83 298 véhicules vendus entre janvier et novembre. Tesla s'est classée deuxième avec 9 227 véhicules, suivie de BMW avec 8 041 véhicules.

Le président de l'Association des fabricants de voitures, Cengiz Erol, a souligné que l'industrie automobile turque fait face à d'importants défis en raison des évolutions du marché automobile européen, qui représente le plus grand marché d'exportation pour l'industrie turque.

Il a expliqué qu'un ralentissement de la demande européenne constitue une source de préoccupation majeure, déclarant que "la possibilité de transférer des voitures invendues en Europe vers le marché turc en raison d'un ralentissement prévu représente un risque sérieux".

Il a averti que le ralentissement des marchés européens et la capacité de production excédentaire pourraient entraîner une baisse des exportations turques, ce qui aurait un impact négatif sur le volume de production local.

Erol a également noté que l'inflation croissante en Europe a réduit la demande de voitures, complexifiant ainsi les défis auxquels l'industrie est confrontée, en particulier avec la montée de la concurrence chinoise sur le marché des véhicules électriques.

Pour atténuer l'impact de ces fluctuations, Erol a appelé à renforcer le marché local comme une mesure stratégique pour réduire la dépendance aux marchés étrangers.

De son côté, l'économiste Mustafa Akçut a estimé que le secteur automobile turc fait face à des défis majeurs, principalement en raison de la concurrence croissante des entreprises chinoises sur le marché des véhicules électriques, qui exerce une pression directe sur l'industrie locale.

Akçut a expliqué, dans une interview, que les entreprises chinoises, grâce à leur production massive et à leurs prix compétitifs, sont devenues des concurrentes redoutables sur le plan mondial, exploitant la Turquie comme une porte d'entrée vers les marchés européens via des accords de l'union douanière.

Il a ajouté : "Malgré les efforts de la Turquie pour attirer les investissements chinois, comme le projet de la société BYD, la domination chinoise dans ce domaine complique encore les défis auxquels sont confrontées des entreprises turques comme TOGG, qui est encore en train de bâtir sa présence sur les marchés mondiaux."

Rédigé par Mohamed Ait Bellahcen



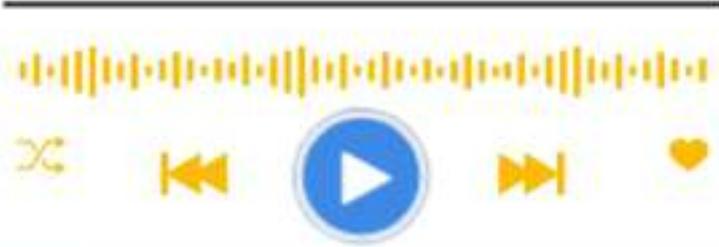


LODJ
L'OPINION DES JEUNES

Auto-Moto
WEEK

Le point de l'actualité
Auto & Moto de la semaine

I-WEEK AUTO : L'HEBDOMADAIRE AUTOMOBILE
MADE IN MOROCCO



SCAN ME

PODCAST DÉBAT
SPÉCIAL AUTO-MOTO

@lodjmaroc      

TAXIS VS VTC
LE NOUVEAU CASSE-TÊTE MAROCAIN !

AUTO MAG

N° 05 : DÉCEMBRE 2024



ASSURANCE AUTO

TOUT SAVOIR SUR L'ASSURANCE AUTO : LES SECRETS DES EXPERTS DÉVOILÉS !

**INTERVIEW AVEC
YOUNES LAMMAT :**
ASSURANCE
AUTO,
LES 7 POINTS
CLÉS EXPLIQUÉS
PAR L'ACAPS

**INTERVIEW AVEC
BACHIR BADDOU :**
LES ASSURANCES
MAROCAINES FACE AUX
DÉFIS CLIMATIQUES ET
AUX ENJEUX MONDIAUX

**INTERVIEW AVEC
FOUAD DOURI :**
COMPRENDRE LES MÉCANISMES
DE DÉDOMMAGEMENT



SCAN ME!

**LE MAROC : LEADER DE
L'ASSURANCE EN AFRIQUE**



**POURQUOI LES TARIFS
VONT S'ENVOLER EN 2025**



**BARID AL-MAGHRIB
ÉLECTRISE SES LIVRAISONS**



LES IMPÉRIALES WEEK 2025 : CASABLANCA AU CŒUR DES NOUVELLES DYNAMIQUES DU MARKETING ET DU DIGITAL



REPORTAGE DE LA SEMAINE



SCAN ME

L'ODJ
TV
LA WEB TV ECO & ECO

**LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE
POUR UN AVENIR DURABLE !**

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +500 ÉPISODES





www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%
FREE



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME